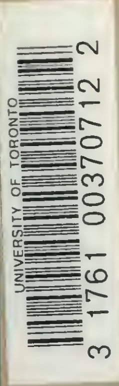
Lacoin de Vilmorin, Auguste
La politique étrangère
en Perse



LES ANGLAIS ET LES RUSSES AU CENTRE-ASIE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN PERSE

PAR

Auguste LACOIN DE VILMORIN

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

1894

ÈRE, 20, PARIS. — 14998-7-94.

LES ANGLAIS ET LES RUSSES AU CENTRE-ASIE

LA
POLITIQUE ÉTRANGÈRE
EN PERSE

PAR

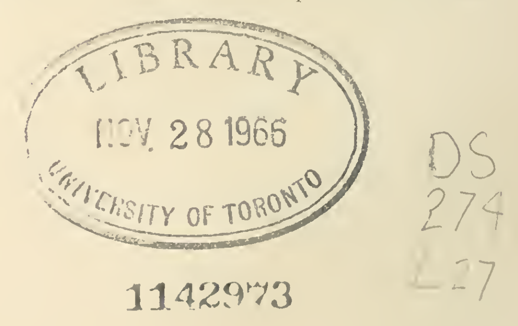
Auguste LACOIN DE VILMORIN

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

—

1894

EXTRAIT DE LA *REVUE FRANÇAISE*.



LA
POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN PERSE

CHAPITRE PREMIER

Bien des hommes d'État se préoccupent de rechercher la solution d'un grand problème qui peut, à brève échéance, produire une véritable révolution dans le Centre-Asie. Il s'agit, pour eux, de savoir quelles seront, en présence des ambitions rivales et toujours croissantes de la Russie et de l'Angleterre, en Perse, les destinées probables de cet empire.

S'il est peu aisé de se prononcer sur le sort que l'avenir réserve à la Perse, on peut, néanmoins, considérer ce pays comme un empire très gravement malade dont il est possible, d'après les uns, de déterminer l'heure exacte de l'anéantissement, et, d'après les autres, la nature seule des souffrances.

Le mal, dont souffre la Perse, remonte à plus de cent ans, et tire son origine de l'influence néfaste de la politique européenne dans les affaires du pays. La politique française, dans la lutte d'influence qu'elle eut à soutenir contre l'Angleterre, sur la terre persane, dès les premières années de ce siècle, a été la cause inconsciente du point de départ de l'affaiblissement progressif de l'empire persan, qui s'est prolongé jusqu'à nos jours. La Perse, déjà ébranlée dans son organisation intime par les rivalités de ces deux puissances qui, sous prétexte de la protéger tour à tour, lui faisaient simplement supporter le poids de leurs discordes, eût bientôt, par suite de l'intervention de la Russie, un nouvel ennemi autrement redoutable.

A la fin du XVIII[e] siècle, l'empire persan occupait un vaste territoire, et exerçait sa domination sur le gouvernement actuel du Caucase, du Turkestan, et de la plus grande partie des rives de la mer Caspienne, qui est, aujourd'hui, un véritable lac russe.

Il est probable que le contingent de troupes fourni par les populations belliqueuses du Caucase alors indépendantes, donnait à la Perse une armée avec laquelle il fallait compter. Nous voyons, en effet, l'impératrice Catherine faire paraître un long memorandum très hostile contre la Perse, dès le mois de mars 1796; il n'avait d'autre but que

de déclarer purement et simplement la guerre à cette nation. Nous sommes, néanmoins, fondés à croire que cette campagne ne fut pas trop meurtrière, et que les deux pays surent se défendre assez pour protéger leur territoire contre toute invasion. L'histoire de cette période ne nous mentionne aucun fait d'armes sérieux; elle ne dit pas davantage qu'un traité fût conclu, après cette guerre, qui dut se borner à de simples escarmouches.

NAPOLÉON ET L'ALLIANCE PERSANE

C'est vers cette époque que l'influence française commence à se faire sentir, mais elle est aussitôt contrebalancée par les efforts des Anglais, jaloux de tout ce qui peut porter ombrage à la suprématie que leur assure l'immense étendue de leur empire colonial. Aussi, voyons-nous à partir de ce moment la France et l'Angleterre profiter habilement de la situation particulière dans laquelle se trouvait la Perse, pour lui offrir tour à tour leurs services. Ces deux puissances espéraient pouvoir s'attirer les bonnes grâces du schah, en instruisant les troupes persanes à l'instar des armées européennes, de façon à leur permettre de pouvoir résister, pendant quelque temps, aux Russes qu'elles représentaient comme l'ennemi héréditaire qu'il fallait repousser.

Dans les dernières années du XVIII[e] siècle, la mission française d'Ollivier fût suivie de bien près par celle de sir John Malcom, qui se rendit à la cour du châh, dans le courant de l'année 1800. Feth-Ali-Châh, le souverain d'alors, séduit par les brillantes promesses de l'ambassadeur anglais, ébloui surtout par les riches présents qui lui furent offerts, consentit à signer un traité de commerce avec la Grande-Bretagne. Pour en arriver à ses fins, l'ambassadeur anglais avait dû user de tous ses moyens de persuasion, de toutes les ressources de la diplomatie la plus habile, et faire des sacrifices onéreux; tout cela devait tourner à sa confusion, par suite du retentissement du nom du plus grand homme de guerre des temps modernes, de Napoléon, dont les victoires occupaient tous les esprits.

D'un autre côté, l'empereur Napoléon, poussé par sa haine contre l'Angleterre, avait les yeux fixés sur la Perse, qu'il considérait comme une route ouverte pour arriver jusqu'aux Indes et atteindre, sur le continent, l'ennemie insaisissable qui lui échappait toujours sur mer. Il avait reçu de pressantes correspondances d'un marchand français, établi depuis longtemps à Constantinople (M. Escalon), qui lui avaient

été directement transmises par le maréchal Brune, alors notre ambassadeur dans cette ville. Un autre Français, résidant également en Orient, M. Rousseau, lui avait communiqué des détails très intéressants sur la Perse, dont il connaissait la plus grande partie, puisqu'il avait autrefois accompagné son père, chargé de conduire, en 1769, une mission auprès de Kérim-Khan.

Feth-Ali-Châh cherchait un allié puissant, capable de le protéger contre les agissements de la Russie, qui menaçait de lui enlever ses plus belles provinces, et il avait bien des raisons de ne pas croire aveuglément au bon vouloir de l'Angleterre qui ne cherchait, en effet, que la réalisation de ses propres intérêts. En 1800, la Russie avait réussi à établir son protectorat sur la Géorgie, qu'elle avait ensuite réuni à l'empire, par suite de la mort de son dernier prince, Héraclius XIII, dont elle avait capté l'héritage. Elle ne s'était, en aucune façon, inquiétée des justes réclamations du châh, qui était, de fait, le véritable suzerain de la Géorgie; elle avait aussitôt fortifié les rives du Tcharok et profité de ses nouvelles conquêtes pour déclarer, en 1803, la guerre à la Perse.

Les revers consécutifs, essuyés par les armées persanes, avaient suffi à prouver au châh qu'il ne pourrait résister longtemps contre les armées russes et qu'il lui fallait trouver au plus vite un allié puissant, capable de le défendre. Il songea d'abord à invoquer la protection de l'Angleterre, qui lui fit des conditions inacceptables : elle demandait tout simplement toutes les places maritimes de l'empire persan, en s'engageant cependant à payer un tribut annuel, le droit de fortifier Bender-Bouchir, la cession de l'île de Karek dans le golfe Persique, dont nous verrons plus tard l'importance, et la direction suprême de toutes les troupes persanes.

Feth-Ali-Châh, furieux des prétentions que la Grande-Bretagne osait élever, déchira le traité d'alliance qu'il avait antérieurement signé avec cette puissance, et se retourna vers le glorieux vainqueur que la campagne d'Égypte avait révélé à l'Orient, et dont le prestige était encore augmenté par les légendes attachées au récit de ses victoires. On ne peut se figurer la rapidité avec laquelle le nom de Bonaparte et celui de la France s'étaient répandus au milieu des populations du Centre-Asie, même parmi les tribus nomades qui peuplent quelquefois les déserts où il n'y a, pour toute civilisation, que la loi du plus fort. Mais, dans son orgueil immense, Feth-Ali-Châh ne pouvait croire à la puis-

sance illimitée de ce général victorieux, parvenu jusqu'au trône impérial, d'où il dictait des ordres qui faisaient courber toute l'Europe à ses pieds; tenant son dessein secret, il résolut d'obtenir des renseignements sur le mystérieux conquérant que la poésie et l'imagination orientales représentaient *plus grand que le monde,* et avec lequel il désirait vivement contracter alliance.

Un heureux hasard vint combler les désirs du châh; à la tête de ses troupes, qu'il conduisait contre les Russes, il se trouva, en 1804, à Erivan, où il fit la rencontre du grand patriarche d'Echmiatzin, Davoud, qui l'entretint longuement, quoique d'une manière très imparfaite, de Napoléon. Le châh, enthousiasmé, s'empressa de lui adresser une lettre qui arriva en décembre 1804. Le maréchal Brune en fit faire la traduction et la remit à l'Empereur, vers la fin de janvier 1805.

Après avoir pris connaissance de cette lettre, Napoléon, heureux de saisir l'occasion de faire revivre, en Orient, l'influence française, fit appeler auprès de lui le secrétaire-interprète de la cour, M. Amédée Jaubert, et lui confia deux missions : l'une, officielle, auprès du sultan Sélim, l'autre, absolument secrète, auprès du châh de Perse.

M. Jaubert, pour obéir aux ordres de son maître, se mit immédiatement en route; ce ne fut pas sans difficultés qu'il remplit d'abord sa première mission auprès du Commandeur des croyants; une rupture faillit même éclater, et il préféra quitter Constantinople le plus vite qu'il lui fut possible. Il feignit de retourner avec beaucoup d'apparat dans la direction de Paris; puis, pour donner le change aux Turcs, il s'arrêta quelques jours, accompagné de M. Franchini, son secrétaire, dans un petit village situé à l'embouchure du Bosphore, d'où il s'éloigna secrètement, après avoir fait répandre le bruit qu'il avait été atteint d'une maladie mortelle. Résolu à ne confier le secret de sa mission qu'à quelques personnes sûres, il ne s'adressa qu'à M. Rufin et au premier secrétaire de l'ambassade de Constantinople, à l'aide desquels il obtint un passeport au nom de M. Allier, consul de France à Héraclée-le-Pont.

Pendant que M. Jaubert se mettait en route pour la Perse, Napoléon ordonnait, pour la même destination, le départ de l'adjudant-commandant Romieu, dont le voyage fut si rapide qu'il arriva, vers le milieu du mois de mai, à Constantinopte, alors que M. Jaubert s'y trouvait encore, d'une manière officielle. On prétendait qu'il était chargé d'une mission secrète très importante pour la Chine ou pour les Indes.

M. Romieu, accompagné de M. Outrey, son secrétaire, afin d'égarer tous les soupçons, laissa de côté la route habituellement suivie et en prit une fort détournée, en passant par la Syrie; il dut s'arrêter à Alep, pendant quarante jours. Là, le consul anglais, M. Barker, pénétra le véritable caractère de sa mission; il prévint aussitôt son collègue de Bagdad, M. Jones, qui s'empressa de communiquer les craintes de M. Barker au gouvernement anglais.

Mais M. Romieu fit son voyage à grandes étapes, ce qui lui évita les dangers et les pièges qu'on aurait pu lui tendre sur son passage et dans les villes où il était forcé de séjourner. Au commencement d'octobre 1805. il arriva à Téhéran, après avoir suivi la route d'Ourfa, Mardin, Mossoul, Soleïmanié, Sihna, Hamadan, etc. Feth-Ali-Châh, croyant avoir affaire au véritable plénipotentiaire de Napoléon, l'accueillit avec les démonstrations de la joie la plus vive, et fut singulièrement désillusionné lorsqu'il apprit, de la bouche même de cet officier, qu'il n'avait aucun pouvoir. En réalité, la mission de M. Romieu consistait simplement à s'assurer de l'état de l'armée persane, des ressources du pays et des avantages qu'on pourrait trouver à la conclusion d'une alliance offensive et défensive. Malheureusement, il ne put la mener à bonne fin; quelques jours à peine après son arrivée, il mourait subitement, et on ne se gênait pas pour dire publiquement, à Téhéran, qu'il fallait attribuer sa mort au lâche accomplissement d'un crime politique.

Le châh témoigna des marques de la plus vive affliction; il lui fit rendre, en grande pompe, les honneurs funèbres et élever un monument près de la porte Demazer-Châh-Abdul-Azim, en dehors des murs de la ville. Malgré la rapidité avec laquelle la mort était venue arrêter M. Romieu, au cours de sa mission, cet intelligent officier avait eu le temps d'adresser en France un rapport assez détaillé, qui est une merveille de sagacité, et qui contient des aperçus témoignant d'une grande ampleur de vues.

M. Jaubert, poursuivant son voyage, était arrivé à Trébizonde, le 28 mai 1805; de là, il se dirigea vers Erzeroum; à partir de cette ville, il déclarait franchement que son intention était d'aller en Perse, où les besoins de son négoce l'appelaient. Malgré les précautions dont il s'entourait, les agents anglais ne se laissèrent pas persuader; il fut saisi et enfermé dans la forteresse de Bayazid, où on lui fit subir une dure captivité. Il a, d'ailleurs, écrit plus tard ses mémoires, qui sont fort

intéressants. Mis en liberté, il finit par arriver à Téhéran; sa santé, ébranlée par le régime, qui lui avait été infligé, ainsi que par les fatigues de la route, ne devait pas tarder à être complètement compromise.

Feth-Ali-Châh, ayant reçu les lettres de créance de l'Empereur des mains de M. Jaubert, l'accueillit de la manière la plus aimable et lui fit faire une réception magnifique; croyant, sans doute, éblouir l'ambassadeur de France, il fit étaler devant lui tous ses joyaux et ses richesses qu'il estimait, sans doute, beaucoup plus que son armée. Les relations du châh et de l'ambassadeur ne furent pas de longue durée; ce dernier, atteint d'une grave maladie, fut bientôt obligé de garder le lit. Feth-Ali-Châh, très inquiet de ce que l'on pourrait dire à la suite de la mort des deux envoyés de Napoléon, se hâta de congédier M. Jaubert, dès les premiers jours de juillet, non sans le combler d'honneurs, de distinctions et de prévenances. D'après ses ordres formels, Mirza-Chefi, un des médecins de la cour, dut l'accompagner jusqu'aux frontières de l'empire et répondre de sa vie sur sa tête; l'efchar Mohammed-Khan, qui accompagnait M. Jaubert, avait ordre d'assassiner ce pauvre médecin s'il laissait mourir l'important personnage confié à ses bons soins et à sa garde. Heureusement, l'envoyé de Napoléon put franchir non seulement les frontières de l'Iran, mais encore revenir à Paris, porteur des lettres du châh, non sans avoir pu toutefois empêcher un agent anglais, M. Jones, de se procurer une copie des lettres originales, copie qui fut immédiatement communiquée au gouvernement anglais.

A l'arrivée de M. Jaubert en France, Napoléon ne se pressa pas de signer un traité; mais, il envoya successivement plusieurs ambassadeurs au châh. Ce furent MM. Jouannin, puis de Lablanche, accompagné du capitaine du génie Bontemps. Ce dernier avait pour mission spéciale de se rendre au camp du prince Abbas-Mirza, qui essayait d'enrayer les progrès envahissants des Russes, et de se rendre un compte exact des ressources et de la valeur de l'armée persane. Le rôle de ces envoyés extraordinaires prit fin, le 15 octobre 1807, à l'arrivée de M. Rouman, qui devait exercer les fonctions de plénipotentiaire jusqu'à ce qu'il remit ses pouvoirs entre les mains du général Gardane.

Pendant ce temps, à l'annonce d'une nouvelle coalition contre l'Empereur, Feth-Ali-Châh, subissant l'influence de conseillers timorés et tremblants, sentait grandir ses hésitations et craignait de voir pâlir l'étoile de Napoléon; mais, la nouvelle de la brillante victoire d'Iéna

vint rassurer son esprit et raffermir ses résolutions. Les négociations reprirent avec une nouvelle activité et on vit arriver. à la cour de Téhéran, un ambassadeur russe, M. Istifanow, porteur de propositions de paix, de la part de son gouvernement.

Ces propositions de paix durent donner au châh une haute opinion de la puissance de la France; mais, elles ne furent pas acceptées. Feth-Ali-Châh, ne sachant pas encore comment les négociations entamées tourneraient. préféra se tenir sur une prudente réserve. L'envoyé russe quitta Téhéran, le 16 avril 1807 ; il emportait, du moins, l'assurance que la Perse ne recommencerait pas les hostilités, avant qu'une convention ne vînt régler les affaires pendantes entre les deux puissances. On se contenta, de part et d'autre, de se maintenir sur le pied d'une paix armée, qui devait être bien onéreuse pour le trésor persan, rempli de joyaux. mais vide de numéraire.

Pour hâter la conclusion de l'alliance avec la France, le châh s'empressa d'envoyer à Napoléon, en qualité d'ambassadeur, le prince Mirza-Righa-Khan qui rejoignit l'Empereur à son camp de Finkestein. où le traité définif fut enfin signé. le 4 mai 1807. En voici la teneur :

Traité d'alliance entre S. M. Napoléon et Feth-Ali-Châh, fait à Finkestein. le 4 mai 1807.

S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie. et S. M. l'Empereur de Perse. désirant consolider par un traité d'alliance leurs relations d'amitié, ont nommé plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, M. Hugues-Bernard Maret, son ministre et secrétaire d'État. grand cordon de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de Saint-Hubert de Bavière et de la Fidélité de Bade;

Et S. M. l'Empereur de Perse. son ambassadeur extraordinaire. le très noble et très élevé Mirza-Mehemed-Rhiza-Khan. gouverneur de la ville et province de Casbin, premier vizir du prince Mehemed-Ali-Mirza ;

Article premier. — Il y aura constamment paix, amitié et alliance entre S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'Empereur de Perse.

Art. 2. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, garantit à S. M. l'Empereur de Perse l'intégrité de son territoire actuel.

Art. 3. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, reconnait la Géorgie comme appartenant légitimement à S. M. l'Empereur de Perse.

Art. 4. — Il s'engage à faire tous ses efforts pour contraindre la Russie à l'évacuation de la Géorgie et du territoire persan, et pour l'obtenir par le traité de paix à intervenir. Cette évacuation sera constamment l'objet de sa politique et de toute sa sollicitude.

Art. 5. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, entretiendra un ministre plénipotentiaire et des secrétaires de légation auprès de la cour de Perse.

Art. 6. — S. M. l'Empereur de Perse désirant organiser son infanterie, son artillerie et ses places fortes, suivant les principes du système européen, S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à lui fournir autant de canons de campagne et de fusils avec leurs baïonnettes que l'Empereur de Perse en demandera. Le paiement de ces armes sera fait conformément à leur valeur en Europe.

Art. 7. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à fournir à S. M. l'Empereur de Perse des officiers du génie, de l'artillerie et de l'infanterie, en tel nombre qu'il sera jugé utile par S. M. l'Empereur de Perse, pour fortifier ses places et organiser l'artillerie et l'infanterie persanes, suivant les principes de l'art militaire en Europe.

Art. 8. — De son côté, S. M. l'Empereur de Perse s'engage à interrompre avec l'Angleterre toutes communications politiques et commerciales, à déclarer immédiatement la guerre à cette puissance, et à agir d'une manière hostile sans délai. En conséquence, il rappellera de Bombay le ministre persan qu'il y avait envoyé. Les consuls, facteurs, ou autres agents de la Compagnie anglaise qui résident en Perse et dans les ports du golfe Persique devront quitter aussitôt leurs résidences. S. M. l'Empereur de Perse fera saisir toutes les marchandises anglaises et interdire toute communication à l'Angleterre dans ses États, soit par terre, soit par mer. Tout ministre, ambassadeur ou agent qui se présenterait de la part de cette puissance, pendant la guerre, sera refusé.

Art. 9. — Dans toute autre guerre où l'Angleterre et la Russie feraient cause commune contre la Perse et la France, la France et la Perse feront également cause commune entre elles. Elles agiront contre l'ennemi commun aussitôt après la notification officielle qui sera faite de l'état de guerre par celle des deux puissances contractantes menacées ou attaquées. Il en sera usé alors à l'égard de toutes communications politiques et commerciales, comme il a été dit dans l'article précédent.

Art. 10. — S. M. l'Empereur de Perse emploiera toute son influence pour déterminer les Afghans et les autres peuples du Kandahar à joindre leurs armes aux siennes contre l'Angleterre, et, après avoir obtenu passage sur leur territoire il fera marcher une armée sur les possessions anglaises dans l'Inde.

Art. 11. — Dans le cas où une escadre française se rendrait dans le golfe Persique et dans les ports de S. M. l'Empereur de Perse, elle y trouverait toutes les facilités et tous les secours dont elle pourrait avoir besoin.

Art. 12. — S'il était dans l'intention de S. M. l'Empereur des Français, d'envoyer par terre une armée pour attaquer les possessions anglaises dans l'Inde, S. M. l'Empereur de Perse, en bon et fidèle allié, lui donnerait passage sur son territoire. Ce cas arrivant, il serait fait à l'avance entre les

deux gouvernements une convention particulière qui stipulerait la route que les troupes devraient tenir, les subsistances et les moyens de transport qui leur seraient fournis, ainsi que les troupes auxiliaires qu'il conviendrait à S. M. l'Empereur de Perse de joindre à cette expédition.

ART. 13. — Tout ce qui serait fourni soit aux escadres, soit aux troupes, en conséquence des articles précédents, serait accordé auxdites escadres et troupes, aux mêmes prix et conditions qu'aux nationaux eux-mêmes, et acquitté par elles.

ART. 14. — Les stipulations portées dans l'article 12 ci-dessus ne sont applicables qu'à la France. En conséquence, elles ne pourront être étendues, par des traités postérieurs, ni à l'Angleterre, ni à la Russie.

ART. 15. — Il sera fait pour l'avantage réciproque des deux puissances un traité de commerce qui sera négocié à Téhéran.

ART. 16. — Les ratifications du présent traité seront échangées à Téhéran, dans le délai de quatre mois, à dater de ce jour.

Fait et signé au camp impérial de Finkestein, le 4 mai de l'an 1807.

Signé : HUGUES, B. MARET.

(Signature de l'ambassadeur de Perse.)

Le ministre des relations extérieures.
Ch. M. TALLEYRAND, prince de Bénévent.

MISSION DU GÉNÉRAL GARDANE

Dès le 12 avril 1807, Napoléon avait signé un décret, par lequel il avait choisi le général Gardane comme ambassadeur de France auprès de la cour de Perse. Ce général devait être accompagné d'une nombreuse suite de brillants officiers auquel l'Empereur avait confié des attributions particulières. Le général Gardane, à peine âgé de 40 ans, et attaché à la personne de l'Empereur, était déjà connu, de nom au moins, dans les Échelles du Levant, où sa famille avait rempli, pendant longtemps et à son honneur, d'honorables fonctions.

Si on examine, dit le comte Alfred de Gardane, le traité d'alliance entre la France et la Perse, signé à Finkestein, et les instructions que Napoléon donna au général Gardane, on verra qu'elles peuvent se résumer ainsi :

De la part de la France :

Garantie à la Perse de l'intégrité de son territoire;

Reconnaissance de la suzeraineté de la Perse sur la Géorgie;

Promesse de faire tous les efforts pour contraindre la Russie à l'évacuation de son territoire et de la Géorgie, et pour l'obtenir par le traité à intervenir avec cette puissance;

Enfin, engagement de fournir à la Perse des canons, des fusils, des officiers, des ouvriers en tel nombre qu'elle demanderait.

De la part de la Perse envers la France :

Engagement de déclarer immédiatement la guerre à l'Angleterre;

D'expulser tous les Anglais de son territoire;

De fermer son territoire à tous les agents de cette nation;

De s'entendre avec les Afghans, les Mahrattes et les autres peuples pour marcher sur les possessions anglaises de l'Inde;

De donner passage à une armée française, si Napoléon venait à réaliser le projet d'une expédition aux Indes.

Il est à remarquer que, dans toutes les clauses de ce traité qui concernent la France, il n'y a rien de bien précis, sauf l'engagement absolu de fournir des armes, du matériel et des officiers capables d'instruire les troupes. Au contraire, la Perse était liée d'une façon bien plus étroite, puisqu'elle s'engageait positivement à chasser les Anglais et à leur faire la guerre. Napoléon eut peut-être, en cette occasion, le tort de croire que la Perse se trouvait beaucoup plus puissante qu'elle ne l'était réellement; les dépêches et le rapport de l'adjudant-commandant Romieu auraient cependant dû le mettre en garde et lui faire suivre un autre courant d'idées. Le châh, dont le trésor était vide et dont les armées avaient été épuisées par un siècle de guerres meurtrières, était loin de pouvoir soutenir le poids d'une guerre contre l'Angleterre; de plus, il se trouvait dans la nécessité de traverser plusieurs territoires de peuplades hostiles qui, seules, auraient suffi pour arrêter sa marche dans la direction des Indes.

Le voyage de la mission fut des plus pénibles. Les Serviens étaient en guerre, la Turquie d'Asie désolée par les invasions et les pillages des tribus Kurdes, et de plus, la peste régnait en Orient. La plupart des envoyés de Napoléon payèrent leur tribut aux fièvres pernicieuses et l'un d'eux, le capitaine Bernard, fut enlevé par elles. Lorsque la mission arriva à Téhéran, l'enthousiasme fut tellement grand que les fêtes publiques données en son honneur durèrent plusieurs jours. Le peuple, à qui l'on avait raconté les exploits merveilleux de Napoléon, croyait déjà être délivré de ses maux, et les grands espéraient une intervention bien plus directe de la France contre la Russie et l'Angleterre; dans une audience, où le châh se plut à étaler un luxe inouï, il s'empressa de ratifier le traité de Finkestein, en y

apposant solennellement sa signature. Il rappela son ambassadeur de Bombay et promulgua un décret d'expulsion contre les Anglais. Quelque temps après, il signait même un traité de commerce, dont voici, en abrégé. les principales clauses :

Les *beglerbegs* (gouverneurs des provinces) s'engageaient à ne commettre aucune violence et à protéger les marchands français dans les ports de Perse ;

Le consul français devait recevoir de la Couronne un terrain, sis à Ispahan, où il aurait le droit de se construire une maison ; les autres résidents français avaient également le droit de bâtir, après avoir loué ou acheté un terrain au gouvernement. Les juges du pays leur devaient aide et protection ;

Le gouvernement devait donner la préséance aux consuls, envoyés et négociants français sur les agents diplomatiques et négociants des autres nations ;

Toutes les denrées et marchandises devaient être vendues aux Français au plus juste prix ;

Les marchandises françaises, passibles des tarifs douaniers, ne devaient pas être soumises à une taxe arbitraire et vexatoire ;

Les Français en Perse ne devaient pas être soumis à des impôts pour leurs interprètes, pas plus que pour leurs domestiques, jusqu'à concurrence de vingt ;

Si des vaisseaux français venaient à échouer sur les côtes persanes, les gouverneurs devaient leur porter secours et se faire rembourser, au besoin, les dépenses qu'ils auraient pu faire dans l'accomplissement de leur devoir ;

Pendant trois ans, les Français devaient être exempts de droits de douanes ; les mêmes faveurs devaient être accordées aux négociants persans résidant en France. Les deux nations étaient réciproquement exemptes d'impôts sur les pierreries, l'or et l'argent monnayés ou en lingots ;

Les droits de douanes ne devaient se payer qu'une seule fois, au taux unique de 3 0/0. Toute marchandise, importée par Bagdad, devait payer ou faire tenir le prix de la douane à Ispahan ;

Auprès de chaque consulat, les Français avaient le droit de faire bâtir une église. Le consul avait le droit de faire flotter le pavillon national sur sa demeure, dans tous les ports de la Perse ;

En cas de contestations ou de différends entre Français, le consul avait les pouvoirs les plus étendus. En cas de mésintelligence entre les Français et les indigènes, le gouverneur devait prononcer, mais seulement en présence du juge musulman et du consul de France. Si le différend avait lieu entre le consul lui-même et quelque indigène du pays, le litige ne pouvait être tranché qu'à la cour impériale, par l'Empereur et avec l'approbation de l'ambassadeur de France.

Les autres articles de ce traité forment une espèce de code admirablement rédigé, qui donne à la France tous les avantages de la nation la plus favorisée; afin d'éviter les querelles religieuses, particulièrement à redouter chez les peuples fanatiques, les conditions dans lesquelles les prêtres pouvaient s'établir en Perse, et leurs attributions étaient très nettement définies.

De plus, le châh faisait don à la France, en toute propriété, de l'île de Kharek (1).

Les plénipotentiaires accrédités pour la conclusion de ce traité avaient été : pour la France, le général Gardane; pour la Perse, le grand vizir Mirza-Chefi et Hadji-Mohammed-Hussein-Khan, contrôleur général des finances.

Ce traité, si avantageux pour la France, avait réveillé au plus haut point la jalousie de l'Angleterre. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les ouvrages de sir John Malcom :

« Napoléon, dans son ambition gigantesque, adoptait tous les plans où il voyait quelque moyen de nuire à la puissance qui faisait le principal obstacle à son idée de domination universelle; et, quoique ces projets paraissent insensés à ceux qui connaissent toutes les difficultés qu'il aurait eu à vaincre, il est certain qu'il eut longtemps l'intention d'envahir les possessions anglaises par l'Inde. »

Les rapports dans lesquels la France se trouvait avec la Russie lui donnaient beaucoup d'avantages. La cour de Londres conçut de vives

(1) « Le climat, disait le général Gardane, y est bon. Il peut y avoir dans l'île 200 maisons; c'est là que les bâtiments, qui doivent aller à Bassorah, prennent des pilotes pour les y conduire. Dans la forteresse et la citadelle, construites par les Hollandais, on peut mettre en batterie 70 pièces de canon. Cette île, en état de défense, on ne peut guère s'en emparer. Au nord, est un précipice ; au midi, la montagne y est escarpée; à l'occident, la mer est basse et les lames si fortes qu'il est difficile d'y résister. L'ancrage est bon. Karek commande les bouches de l'Euphrate et du Tigre réunies, et rend maître de Bassorah. »

alarmes; elle crut nécessaire de faire quelques efforts pour s'y opposer; elle se rapprocha davantage du gouvernement persan qui, dans l'espace de cinq ans, reçut deux ambassades du roi d'Angleterre. L'objet de l'Angleterre doit être toujours le même. Elle ne peut demander que la force et la prospérité d'un royaume qui sert de barrière entre l'Europe et ses possessions dans l'Inde (1). »

Les ressources de la mission française n'étaient malheureusement pas assez considérables pour lui permettre d'oser entreprendre un plan aussi vaste; tout au plus, pouvait-elle espérer aplanir les difficultés qui se dressaient devant elle, surtout au milieu d'une nation qui ne partageait ni ses idées politiques ni ses croyances religieuses, et dont elle ne comprenait pas même la langue.

Si zélés que fussent nos officiers, ils ne pouvaient pas davantage s'attendre à instruire suffisamment l'armée persane pour lui permettre, en quelques mois, de marcher avec succès contre les troupes anglaises et russes. Il leur fallait lutter avec un courage surhumain contre la routine, la mollesse et l'insouciance des musulmans, qui ont la plus profonde horreur des innovations, de quelque nature qu'elles puissent être. Le général Gardane dut tout d'abord employer toute son habileté dans les négociations entamées entre la Russie et la Perse, qui exigeait l'évacuation et la restitution de la Géorgie, en invoquant les clauses du traité de Finkestein, relatives à cette province. Le Gouvernement russe avait choisi comme plénipotentiaire le maréchal Gudawitch et lui avait donné l'ordre de ne rien céder de ce qui était tombé au pouvoir des armées russes. Malgré les tentatives du général Gardane, le maréchal se retranchait toujours derrière les ordres de son souverain maître et se montrait intraitable. Il fallait bien céder ou recourir à des expédients : le général Gardane conseilla au châh d'envoyer un ambassadeur extraordinaire, munis de pleins pouvoirs, à la cour de Napoléon, où il lui serait plus facile de trancher la question, objet d'un si vif débat entre les belligérants.

Le châh demanda aussitôt une trêve d'un an au maréchal Gudawitch, qui promit d'en référer à son gouvernement : puis il envoya à son ambassadeur de Paris, Asker-Khan, des lettres de crédit, l'autorisant à traiter des conditions de la paix avec le comte Tolstoï, alors am-

---

(1) Sir John Malcom — « *Histoire de la Perse.* »

bassadeur de Russie. Mais, tous ces projets furent déjoués par la rapidité avec laquelle parvint la réponse du Tsar : il approuvait hautement le maréchal Gudawitch de n'avoir fait aucune concession et lui ordonnait de marcher en avant. Celui-ci reprit donc ses opérations et, s'avançant dans un pays ouvert ou mal défendu, il vint mettre le siège devant Erivan qu'il tenta d'emporter d'assaut; il essuya un véritable échec, grâce à l'énergie et à la vigueur des officiers français, qui surent se montrer partout à la hauteur de leur tâche.

On sait que Napoléon avait de vives sympathies pour le Tsar; à la suite du traité de Tilsitt, ces liens d'amitié s'étaient encore resserrés et il avait fait à la Russie une part plus large qu'elle n'eût été en droit de l'espérer. Lorsque la demande de Feth-Ali-Châh lui parvint, il refusa d'y donner suite, prétextant que la France et la Perse étaient deux pays trop éloignés pour que sa médiation put être utile. C'était combler les vœux de la Russie qui, dès lors, devenait toute-puissante; c'était compromettre tous les résultats acquis par la mission française, en manquant à la parole donnée. Dès lors, l'influence française en Perse était à jamais perdue; ce malheureux pays devenait la proie de l'Angleterre et de la Russie.

Personne n'a mieux retracé la situation politique de cette époque que le comte Alfred de Gardane (1).

« La Russie, dit-il, s'était engagée à servir les vues de Napoléon contre l'Angleterre et, en Perse, elle faisait échouer son plan. Elle jouait là le jeu de son ennemie. Aussi, sa conduite permettait aux Anglais d'insinuer près la cour de Perse, non sans vraisemblance, que la paix de Tilsitt n'était pas sincère, que les vrais amis de la Russie, c'étaient les Anglais, et qu'ils obtiendraient d'elle, en trois mois, pour la Perse, ce que la France s'efforçait vainement d'obtenir.

Les partisans inquiets de l'alliance anglaise reprirent courage. Les bruits les plus perfides, les plus alarmants étaient activement répandus de tous côtés. Tantôt, on expliquait le refus de la France par un accord secret entre la Russie et elle pour envahir la Perse qu'on amusait par des promesses; tantôt, on disait que la France avait des revers en Espagne, qu'elle avait une coalition formidable sur les bras.

Comme pour donner plus de créance à ces bruits, les nouvelles du

(1) Le fils du général.

cabinet de Paris, qui auraient dû être plus fréquentes, devenaient, au contraire, de plus en plus rares. Le général Gardane ne pouvait tranquilliser la cour irritée et alarmée en opposant à ces bruits des nouvelles officielles de sa cour. Il en était réduit lui-même aux conjectures.

Les Anglais étaient parfaitement au courant des affaires non seulement de la Perse, mais de l'Europe. Tout à coup, une force navale imposante apparaissait dans les eaux du golfe Persique. Sir Jones était à bord, chargé d'une mission du roi d'Angleterre pour Feth-Ali-Châh.

En la circonstance, la nouvelle produisit l'effet attendu. La cour flotta dans une pénible incertitude. Agitée, inquiète du parti qu'elle prendrait, elle mit une grande circonspection dans sa conduite. Elle temporisa d'abord et dit qu'elle attendrait, pour agir, d'avoir la certitude de son abandon de la part de la France. Puis, elle sonda le général Gardane pour savoir quelles conséquences aurait, pour l'alliance de la France, l'admission de l'ambassadeur d'Angleterre.

Le général Gardane objecta ses ordres : ils étaient précis. Ils lui prescrivaient l'expulsion des Anglais de la Perse. Celle-ci, de son côté, s'était engagée à interdire toute communication avec l'Angleterre. Il posa le cas de sa retraite de Téhéran, en cas d'infraction à cet engagement. De son côté, sir Jones ne restait pas inactif. Il devenait plus pressant, offrant à la Perse une amitié plus efficace que celle de la France, contre la Russie. Il apportait des subsides et des présents bien plus considérables qu'à la première ambassade, que celle-ci devait éclipser. En cas de refus de la cour, c'était la guerre qu'il déclarait et le renversement de la dynastie régnante. Un prétendant royal de la dynastie déchue de Khérim-Khan était déjà à bord des vaisseaux anglais.

La division était partout, dans la famille du roi, à la cour, chez les grands. Le peuple murmurait et s'agitait. Il était devenu hostile aux Français qui ne sortaient plus sans une escorte persane. Le roi et la cour, ne recevant plus de nouvelles de France, à bout de patience et n'ayant plus d'espoir, cédèrent aux circonstances. L'admission de sir Jones, déjà décidée secrètement peut-être, fut officiellement résolue et annoncée...

Dans cette situation douloureuse, ignorant les événements, ne connaissant d'autres nouvelles que celles que la cour de Perse voulait bien lui communiquer, tandis qu'il aurait dû l'instruire, le général Gardane était livré à toutes les incertitudes...

La mission française prit solennellement congé du roi de Perse, le

12 février 1809, et quitta Téhéran le lendemain. L'ambassadeur d'Angleterre, sir Harford Jones, connu par des talents qui valaient mieux que ses principes, y entrait avec un grand éclat, quelques jours après.

On peut comparer, à l'occasion de cette mission, la conduite des cabinets de France et d'Angleterre. Tandis que la mission française, si importante, était abandonnée par son cabinet, n'osant rien, dans des circonstances difficiles et au moment d'une crise, l'action de l'Angleterre, au contraire, était incessante, sa marche ferme et inébranlable. Déjà mieux placée que la France pour agir, elle agissait en Perse, au dedans, secrètement, par ses agents, au dehors par ses consuls. Elle prodiguait l'or (1). Elle était instruite de tout. Nulle part sa vigilance n'était en défaut. Ses vaisseaux portaient partout les ordres et la pensée de ses énergiques gouvernants.

Car, il faut bien le reconnaître, quelque sentiment qu'on lui porte, qu'on la haïsse ou qu'on l'envie, l'Angleterre, dans la guerre périlleuse qu'elle soutint contre son grand adversaire, montra une force, une habileté, une résolution extraordinaires. Et les grands hommes ne lui manquèrent pas. Tandis que les uns conduisaient sa politique, les autres portaient à la tribune cette éloquence qui, dans certains moments, agite les peuples et les entraîne, en s'adressant aux plus nobles instincts de la nature humaine. De l'Angleterre passait sur l'Europe comme un souffle ardent de liberté. La République de Rome seule, en des jours de péril aussi, connut cet esprit, cette politique, ces accents. L'Angleterre menacée était un cratère ardent. Et cependant, la Russie a plus contribué à faire échouer le plan de Napoléon en Perse que l'habileté de l'Angleterre.

(1) A ce propos, on lit dans les *Lettres de Perse*, de E. Borée :

« Les Persans, privés de tous rapports avec les Français, depuis la retraite du général Gardane, dont ils vénèrent toujours la mémoire, ne nous ont point oubliés, et leur sympathie s'est accrue pour la nation du dévouement de laquelle ils avaient reçu des preuves si désintéressées.

L'Angleterre, après avoir déjoué, par des sacrifices énormes d'argent, les projets du général Gardane, que Napoléon avait dépêché près de Feth-Ali-Châh, avait pris ce royaume sous sa tutelle, pour ainsi dire, et la Cie des Indes s'était concertée avec le gouvernement anglais pour y envoyer des ambassadeurs, des instructeurs de toutes armes et des munitions de toutes espèces...

Si nous ne craignions pas de mêler à un sujet religieux les considérations de la politique, nous ferions remonter la cause de ces habitudes vénales de la Perse à la diplomatie anglaise, *achetant l'expulsion du général Gardane et de tous les Français de la Perse par un tribut annuel de deux millions de francs*.

Voilà ce que nous valut son accord en attendant qu'elle nous fût plus fatale. Nation infiniment dangereuse, parce qu'elle est plus jeune que ses rivales, la France et l'Angleterre, et qu'étant une puissance partie européenne, partie asiatique, son organisation toute moderne se trouve au service des instincts, d'un principe, d'une politique et d'une morale asiatiques. Qui donc, en Perse, a gagné à la retraite de la France? La Russie seule! L'hostilité aveugle de la France et de l'Angleterre l'a servie. Elle en a habilement profité.

Qu'on mesure le chemin qu'elle a parcouru depuis; on verra combien étaient éclairées et sages l'ancienne politique de la France et les vues de Napoléon, lors de la mission du général Gardane. Combien fut fatale l'erreur de son alliance, et combien désormais opportun l'accord de la France et de l'Angleterre pour sauver la liberté, la civilisation de l'Europe! Car, pour l'Amérique, il n'y a rien à craindre. Malgré une crise sanglante, tout indique que ses institutions continueront à se développer avec éclat à l'ombre du fier drapeau étoilé. Maintenant, ce Caucase dont les cimes escarpées et les peuplades guerrières rassuraient les cabinets de l'Europe, la Russie l'occupe. La voilà libre de ses mouvements et maîtresse de la route!

Toutefois, l'ambassade de Napoléon en Perse, si elle vit se briser sa mission dans ses mains, ne fut pas stérile. Par ses travaux elle apprit à la Perse à nous mieux connaître. Elle laissa dans ce pays plusieurs milliers d'hommes formés à notre tactique, des notions militaires plus justes, de meilleures armes, une fonderie de canons (1).

(1) On lit, à ce sujet, dans l'ouvrage de MM. Flandrin et Coste : « On doit à M. le général Trézel (un des officiers de la mission Gardane) de nombreux et savants travaux géographiques sur la Perse. M. le général Fabvier fut chargé par Feth-Ali-Châh de créer une artillerie de campagne. Il fonda à Ispahan un arsenal dont il dut faire jusqu'aux moindres outils, car les Persans ne possédaient aucun moyen de fabrication. Après mille peines et obstacles de tous genres, M. Fabvier réussit à monter quelques pièces sur leurs affûts. Ce fut le point de départ, le germe de l'artillerie légère que possède aujourd'hui le châh de Perse.

Plus tard, en 1839, la Perse envoya à Paris un ambassadeur persan... La diplomatie que ce personnage faisait à Paris n'avait pas d'autre but que de chercher à affranchir la Perse du joug insupportable que lui faisait subir l'Angleterre. Elle n'eut pas d'autre résultat que l'achat de plusieurs milliers de fusils et la cession par le gouvernement français d'une douzaine de sous-officiers pris dans les régiments d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. Les obstacles, les difficultés de toutes sortes furent tels que pas un d'eux ne put réussir à former quelques soldats persans. Ils restèrent en Perse, oisifs, pendant quatre années, à la suite desquelles ils rentrèrent en France. »

L'organisation militaire qu'elle y créa, a subsisté jusqu'à nos jours. Le goût des Persans pour les choses de la France et leur sympathie pour elle fut son œuvre.

Certes, elle ne répandit pas parmi eux un or qu'on ne lui fournissait point; mais, par sa loyauté, sa franchise, elle fit estimer le caractère de notre nation. Enfin, ce qui prouve qu'elle représenta dignement la France en Perse, c'est qu'elle a laissé dans ce pays une grande impression qui dure encore.

L'adjudant-commandant Romieu, dont la mort prématurée restera toujours un mystère, avait bien pénétré les desseins de la politique envahissante de la Russie; voici en effet, ce qu'il écrivait au ministre des relations extérieures :

« Je crois que la possession de cette province d'Érivan, que la Russie convoite depuis si longtemps, est moins pour pousser ses conquêtes dans le sein de la Perse que pour s'ouvrir la route de l'Arménie turque et de l'Anatolie. Je lui suppose toujours le projet d'envahir les plus belles partie de l'empire ottoman. Vous le savez, Monseigneur, elle cerne déjà cet empire du côté de l'est, du nord et de l'ouest; il ne lui manque plus que de le cerner par le sud...

Ce n'est pas à Pétersbourg, mais bien aux Sept-Iles, à Jassi, à Bucarest, à Constantinople et en Perse qu'il faut étudier la politique russe, comme il fallait l'étudier sur les bords de la Vistule, en 1763 et en 1782; et, au risque d'être traité de visionnaire, c'est peut-être sur les frontières de la Tartarie chinoise qu'il faudra encore l'étudier, la fameuse ambassade de l'année dernière par sa composition pouvant bien être soupçonnée d'être, sous ce titre sacré, une reconnaissance politique et militaire.

Ce n'est que sous ce point de vue seul, Monseigneur, que je pense qu'il soit de l'intérêt de Sa Majesté de former une alliance avec la Perse, pour empêcher, d'une part, l'accroissement de la Moscovie, et conserver, de l'autre, les restes de l'empire ottoman. »

CHAPITRE II

GUERRES ET TRAITÉS AVEC LA RUSSIE

La retraite du général Gardane fut le signal d'une décadence rapide pour l'empire persan ; en 1809, le châh signait un nouveau traité d'alliance avec les Anglais et remettait complètement son sort entre leurs mains. Fière d'un succès aussi complet qu'inespéré, l'Angleterre ne songea plus qu'à retirer la plus grande somme d'avantages que son habile politique semblait lui assurer. Elle dépêcha sir Gore Ouseley, qui partit de Londres, emmenant avec lui un grand nombre d'officiers et de sous-officiers que sir Harford avait promis au châh pour instruire son armée et sauvegarder les provinces de son empire (1811). Ce groupe d'instructeurs, réuni à celui que sir John Malcom avait déjà amené, en 1810, dans l'empire persan, se dépêcha de donner aux troupes du châh une instruction suffisante pour les mettre en mesure de lutter sans trop de désavantage contre les Russes. Leur tâche était, d'ailleurs, singulièrement facilitée par les efforts que les Français avaient faits dans le même but.

Les Anglais, qui avaient juré de prouver leur amitié aux Persans dans leurs moindres actes (1), leur montrèrent, en 1812, de quelle façon ils savaient tenir leurs serments. Cette année-là, en présence de l'inutilité des efforts de Napoléon pour faire observer le blocus continental, le gouvernement anglais, réconcilié avec la Russie, ordonne à sir Gore Ouseley, ainsi qu'aux autres officiers (2), de quitter immédiatement Tauris et de laisser le commandement des troupes à leurs chefs naturels. C'était vouloir laisser l'armée persane exposée à toutes les rigueurs de la colère russe. Elle ne se fit pas attendre. Ses armées

(1) Dans la suite, nous verrons que les Anglais abandonnent, dans maintes circonstances, leurs alliés, et même, qu'ils luttent contre eux, lorsqu'ils y sont poussés par leur intérêt.

(2) Tous les officiers anglais n'obéirent pas immédiatement à l'injonction de leur gouvernement ; mais ils payèrent cher leur soumission aux désirs du Vallyat. Mis en avant et exposés au feu de l'ennemi, ils périrent presque tous sur les champs de bataille ou des suites de leurs blessures.

entrèrent en campagne, envahirent le territoire persan et se firent un malin et cruel plaisir de mettre tout à feu et à sang sur leur passage.

L'intervention armée des Russes, en 1812-1813, ne ressemblait en rien au rôle presque anodin qu'y avaient joué auparavant la France et l'Angleterre. N'ayant rien à craindre, ils parcouraient le pays comme s'il eût déjà été à eux, en imposant des lois qui furent le prélude de l'œuvre de destruction qu'ils ont commencée, à cette époque, et qui continue encore, de nos jours, d'une façon plus complète.

Depuis le commencement du siècle, rien n'avait pu arrêter la marche en avant des Russes, depuis le moment où Alexandre Ier, qui voulait établir sa domination sur les tribus de la Géorgie et du Caucase, avait déclaré la guerre à la Perse. Le prince Titsianoff, admirablement secondé par ses lieutenants, avait envahi et conquis le Chirwan ; mais il périt assassiné par Husseïn-Kouli-Khan, sous les murs de Bakou. Glasénop, qui lui succéda, déclara la guerre à Ali-Khan, qui avait été complice de ce crime, et s'empara de Derbent. C'est alors que la Perse, comprenant trop tard son véritable rôle, essaya de venir en aide aux tribus du Caucase ; mais, le prince Abbas-Mirza, battu, ne put empêcher la Russie de jouir du fruit de ses conquêtes. Elle s'était emparée successivement du territoire des Ossètes, en 1802, de celui des Géorgiens, en 1803, des Mingréliens, en 1804, etc. Cette guerre pénible, signalée tour à tour par des succès et des revers, se prolongea jusqu'en 1813, époque à laquelle on signa le traité de Gulistan, dans le camp russe, sur les bords de la Seiwa. Cette pièce diplomatique (12 octobre 1813) montre déjà très suffisamment les aspirations dominatrices de la Russie et le désir violent qu'elle a de se trouver seule maîtresse de la route continentale des Indes. Nous ne donnerons que les articles les plus importants de ce traité.

Article premier. — La paix est rétablie entre les deux souverains, leurs États et leurs sujets.

Art. 2. — La paix est conclue sur le pied du *statu quo* présent, chacun restant en possession des khanats et territoires qui se trouvent actuellement en son pouvoir. La ligne de démarcation entre les deux empires est déterminée.

Art. 3. — S. M. le Châh cède à S. M. l'Empereur de Russie le khanat de Karabag et de Gaus-Kin, qui sont maintenus réunis en une province sous le nom d'Elisabethpol, ainsi que les khanats de Schékin, Chirwan, Derbent, Kouban, Bakou et Talifchin, avec les territoires qui en dépendent

et se trouvent actuellement au pouvoir de la Russie; en outre, tout le Daghestan, la Grusinie avec la province de Schuragel, l'Imérétie, la Gourie, la Mingrélie et l'Abkhasie, de même que tous les territoires et fonds de terre qui sont situés entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucase, avec les pays et les peuplades qui confinent à cette dernière et à la mer Caspienne.

Art. 4. — S. M. l'Empereur de Russie s'engage à donner son concours à celui de ses fils que le Châh de Perse nommera son héritier, afin qu'aucun ennemi ne puisse se mêler des affaires de la Perse.

Art. 5. — La navigation est, comme antérieurement, librement ouverte sur la mer Caspienne aux navires russes et persans; quant aux navires de guerre, les navires russes ont seuls et exclusivement le droit de navigation sur cette mer.

Art. 6. — Restitution de part et d'autre des prisonniers.

Art. 7. — Il réglemente l'échange de ministres respectifs, le traitement qui doit leur être appliqué, leur rang et leur qualité.

Art. 8. — Les sujets des deux empires peuvent librement commercer sur le territoire de l'un comme de l'autre gouvernement.

Art. 9. — Le maximum des droits à percevoir sur l'importation des marchandises russes en Perse est fixé à 5 0/0. Le même droit est fixé pour les marchandises importées de Perse en Russie.

Les articles suivants sont relatifs à la cessation des hostilités et à la ratification de ce traité.

Par ce traité, la Russie recueillait déjà les premiers fruits de sa politique d'envahissement; elle se faisait confirmer la possession de la Gourie et de la Géorgie, qu'elle occupait effectivement depuis 1801-1803, et de la Mingrélie qu'elle avait soumise en 1804. De plus, elle acquérait le Chirwan et le Daghestan; mais, cette possession fut plutôt nominale que réelle, pendant nombre d'années, car les peuplades farouches et guerrières de ces dernières contrées n'acceptèrent la loi du vainqueur qu'après de nombreuses tentatives de rébellion, toujours réprimées avec la dernière rigueur.

Sentant trop tard la faute qu'ils avaient commise en laissant la Perse dans l'abandon le plus complet, les Anglais comprirent l'impérieuse nécessité de se rapprocher du gouvernement du châh, afin de laisser entre les conquêtes des Russes et les frontières de l'Hindoustan, un territoire assez vaste pour leur permettre de se préserver de tous dangers immédiats.

Le gouvernement anglais envoya de nouveaux ambassadeurs et fut assez habile pour obtenir la signature d'un nouveau traité d'alliance.

qui fut conclu au mois de décembre 1814 : il stipulait que les Anglais s'engageaient à fournir à la Perse des officiers instructeurs, des armes et des munitions, et à établir une fonderie de canons dans la ville de Tauris. Selon les conventions du traité, les Anglais envoyèrent de nouveaux officiers et firent les frais nécessaires pour l'établissement d'une fonderie de canons ; mais, tout en resta là. Le prince Abbas-Mirza, dont l'orgueil n'avait pas été abattu par les nombreux échecs qu'il avait subis, crut qu'il n'avait plus rien à craindre et ne se gêna pas pour témoigner son ressentiment aux officiers anglais ; il feignit de les soupçonner de trahison, leur fit subir une foule de vexations et obtint leur départ dans l'espace de moins d'une année (1).

De 1815 à 1821, l'état de la Perse reste stationnaire. A cette époque, Feth-Ali-Châh se crut assez puissant pour pouvoir déclarer la guerre à l'Empire ottoman ; le commencement de cette campagne, ayant été marqué par d'assez brillants succès, il en conçut un orgueil immense.

Le Sultan, inquiet des progrès des Persans, fit des ouvertures et envoya un ministre plénipotentiaire, Mohammed-Emin-Khan, chargé avec l'ambassadeur persan, Mohammed-Ali, de négocier un traité de paix, qui fut signé, à Erzeroum, en 1823. Si la Turquie avait été vaincue, elle sut, du moins, grâce à sa diplomatie, tirer son épingle du jeu, d'une façon inespérée.

Par ce traité, la Perse s'engageait à rendre, dans un délai de 60 jours, à partir de la signature de l'acte officiel, toutes ses anciennes conquêtes, dans l'état où elles se trouvaient ; les prisonniers devaient être également échangés de part et d'autre. Le gouvernement persan promettait de ne s'immiscer, ni directement, ni indirectement, aux affaires du Kurdistan et des districts de Bagdad. En échange, le gouvernement ottoman devait prêter aide et protection aux pèlerins qui traverseraient leur territoire pour aller faire leurs dévotions à la Mecque. De plus, les sujets persans étaient favorisés en ce sens qu'ils étaient assujettis aux mêmes droits de douanes que les sujets turcs, droits calculés à 4 0/0 de la valeur des marchandises ; il était également bien entendu que ces droits ne seraient prélevés qu'une seule fois.

---

(1) La plupart de ces officiers anglais furent remplacés par des officiers français qui s'occupèrent de pacifier les tribus kurdes, qui commettaient de perpétuels ravages. A cette époque, le colonel Dourville forma même un régiment de lanciers dans l'Azerbaïdjan.

En cas de révolutions, soulevées par les Kurdes de Hyder-Aula et de Sibbidi, qui avaient été la cause des différends survenus entre les deux puissances et qui, par les clauses mêmes de ce traité, devenaient les vassaux de l'empire ottoman, les Turcs s'engageaient à réprimer leurs désordres. Mais, dans le cas où ces turbulentes tribus voudraient se mettre sous l'autorité directe de la Perse, il était convenu que le gouvernement turc leur retirerait sa protection ; alors, le châh devait se charger de veiller sur eux et de les dompter par n'importe quel moyen, pour empêcher le retour des vexations qui avaient motivé la guerre.

A la conclusion de la paix, les Persans, enivrés de leur victoire et se croyant les maîtres du monde, reprirent avec plus de plaisir encore leur vie apathique et sensuelle, qui ne pouvait guère les préparer à soutenir dignement la guerre contre la Russie, à qui Feth-Ali-Châh osa jeter ouvertement un défi, en 1826. Il croyait probablement très habile de profiter du moment où les Russes pleuraient la mort de leur souverain, l'empereur Alexandre ; il se figurait, sans doute, les surprendre, envahir leur pays en prenant rapidement l'offensive, leur infliger quelques sanglantes défaites, et reprendre de ce fait les avantages que le traité de Gulistan lui avait fait perdre.

Le gouvernement fit surgir des difficultés au sujet de la délimitation des frontières et des peuples vassaux ; les relations se tendirent de plus en plus et prirent bientôt un tel caractère d'aigreur qu'il devint évident que la guerre seule pourrait trancher toutes les difficultés. Les Mollahs prêchaient la guerre sainte, pendant que les instructeurs cherchaient à réveiller les Persans de leur torpeur et à les mettre en état de supporter les pénibles fatigues auxquelles ils n'étaient plus accoutumés. Enfin, le prince Abbas-Mirza se décida à franchir l'Arax et à marcher sur Tiflis, avec une armée qui devait faire bien triste figure sur le champ de bataille. Pendant six semaines, il fut arrêté par la forteresse de Choucha, dont l'héroïque résistance permit aux troupes russes de se concentrer, sous les ordres du général Paskiéwitch. L'avant-garde persane fut rudement repoussée, près d'Elisabethpol, puis, le gros de l'armée du prince Abbas-Mirza fut écrasé sur le Djihan et rejeté en désordre au delà de l'Arax.

C'est alors que le châh, arguant d'un traité signé à Téhéran, demanda à l'Angleterre, conformément aux clauses qu'elle avait signées,

un secours de troupes et un subside de cinq millions. Naturellement, le gouvernement britannique fit la sourde oreille. Paskiéwitch put donc continuer sans entraves le cours de ses succès ; il donna l'assaut à Erivan qu'il emporta, après un brillant combat, fit une entrée triomphale à Tauris et se prépara à marcher sur Téhéran. Le châh, à bout de ressources et regrettant peut-être, mais trop tard, d'avoir cédé à l'impulsion d'un sot orgueil, effrayé des progrès incessants de ses adversaires, se résigna enfin à signer le désastreux traité de Turkmantchaï (22 février 1828) qui le livrait, pieds et poings liés, lui et son empire, aux mains de la Russie triomphante, qui ne devait plus se dessaisir de sa proie.

Les plénipotentiaires, chargés de conclure cet important traité, furent, pour la Russie : le général Jean Paskiéwitch et Alexandre Obreskoff, chambellan de l'empereur ; pour la Perse : le prince Abbas-Mirza.

Voici les principales clauses de ce traité, qui assurait à jamais aux Russes une prépondérance incontestable dans l'empire de l'Iran :

Article premier. — La paix et la bonne intelligence sont rétablies à perpétuité entre les deux souverains, leurs États et leurs sujets.

Art. 2. — Leurs Majestés ont résolu de remplacer le traité de Gulistan par les présentes clauses qui ont pour but de régler et consolider les relations futures de paix et d'amitié entre la Russie et la Perse.

Art. 3. — S. M. le Châh de Perse cède à l'empire de Russie le khanat d'Erivan, tant en deçà qu'en delà de l'Arax, et le khanat de Nakhitchevan. Tous les archives et documents concernant ces territoires seront remis aux autorités russes, dans le délai de 6 mois.

Art. 4. — Les hautes parties contractantes conviennent d'établir, comme frontières entre les deux États, la ligne de démarcation suivante : en partant du point de la frontière des États ottomans le plus rapproché, en ligne droite, de la sommité du petit Ararat, cette ligne se dirigera jusqu'à la sommité de cette montagne, d'où elle descendra jusqu'à la source de la rivière *dite Karassou*, dont elle suivra le cours jusqu'à son embouchure dans l'Arax. De là, la ligne frontière suivra l'Arax jusqu'à la forteresse d'Abbas-Abad. Autour de cette place, un terrain de trois verstes et demie de rayon appartiendra à la Russie, et, depuis l'endroit où l'extrémité orientale de ce rayon aura rejoint l'Arax, la frontière continuera à suivre le lit de cette rivière jusqu'au gué de *Jediboulouck*, d'où le territoire persan s'étendra le long du lit de l'Arax sur un espace de trois *agatch* — ou vingt et une verstes : — parvenue à ce point, la ligne frontière traversera la plaine de Moughan, jusqu'à la rivière Bolgaron ; de là, cette ligne, remontant la rive gauche du Bolgaron jusqu'au confluent des rivières Odinabazar at Sarakamyche, s'étendra le long de la rive droite de la rivière d'Odinabazar jusqu'à sa source, et,

de là, jusqu'à la cime des hauteurs de Djikohir, de façon que toutes les eaux qui découlent sur la mer Caspienne appartiendront à la Russie, et toutes celles dont le versant est, du côté de la Perse, appartiendront à la Perse. La limite des États étant marquée par la crête des montagnes, leur déclinaison, du côté de la mer, appartiendra à la Russie, et leur partie opposée, à la Perse. De la crête des hauteurs de Djikohir, la frontière suivra jusqu'à la sommité de Kamarkouïa les montagnes qui séparent le Talyche du district d'Archa. Les crêtes de montagnes, séparant le versant des eaux, formeront la ligne frontière. Cette ligne suivra ensuite les crêtes des montagnes qui séparent le district de Zouvante de celui d'Archa, jusqu'à la limite de celui de Welkidji, le district de Zouvante tombant ainsi en partage à la Russie, excepté la partie qui est située sur le versant tourné du côté de la Perse. A partir du district de Welkidji, la ligne frontière suivra les sommités de Klopouty et de la chaîne principale des montagnes qui traversent le district de Welkidji jusqu'à la source de la rivière Astara, et, de là, suivra la rivière jusqu'à son embouchure dans la Caspienne.

Art. 5. — S. M. le Châh de Perse reconnaît comme appartenant à jamais à l'empire russe les territoires, peuples et peuplades, les pays et toutes les îles situées au delà de cette ligne frontière.

Art. 6. — S. M. le Châh s'engage, en outre, à payer à la Russie une indemnité de guerre de dix *kurours de thomans raidje*, ou vingt millions de roubles d'argent (1).

Art. 7. — S. M. l'Empereur de Russie s'engage à reconnaître, dès aujourd'hui, dans l'auguste personne de S. A. I. le prince Abbas-Mirza, le successeur et héritier présomptif de la couronne de Perse, et à le considérer comme souverain légitime de cet empire, dès son avènement au trône.

Art. 8. — Les bâtiments de commerce russes et persans pourront librement naviguer sur la mer Caspienne, et les choses sont remises à cet égard sur l'ancien pied. Quant aux bâtiments de guerre, les bâtiments russes pourront seuls naviguer sur la mer Caspienne, à l'exclusion de ceux de toute autre puissance.

Les articles suivants sont relatifs au rétablissement des relations commerciales entre les deux pays (art. 10), à la faculté laissée aux sujets persans de l'autre côté de la nouvelle ligne frontière de vendre ou d'échanger leurs propriétés immobilières, dans un délai de 3 ans (art. 12), à l'échange des prisonniers et l'extradition des malfaiteurs (art. 13), à l'amnistie (art. 15), à la ratification du présent traité.

Ce traité est le monument le plus éclatant de l'abdication complète du pouvoir des châhs entre les mains du gouvernement russe qui, depuis cette époque, n'a pas perdu un seul des avantages que lui assu-

(1) Le rouble d'argent monnayé n'a pas une valeur fictive comme le rouble-papier; il a une valeur intrinsèque de *quatre francs*.

raient ces conventions; au contraire, son influence n'a fait que grandir, à tel point qu'il lui suffit maintenant de manifester un simple désir pour qu'il soit exécuté comme s'il s'agissait d'un ultimatum. Feth-Ali-Châh avait agi sagement en signant les conditions désastreuses de ce traité; car il est évident que, si la marche du général Paskiéwitch sur Téhéran n'avait pas été arrêtée, cette ville serait tombée en son pouvoir; à bout de ressources, le châh ne pouvait lutter contre une armée puissante et disciplinée dont l'enivrement de la victoire décuplait encore l'ardeur. Si Téhéran avait été occupé par les Russes, il est probable que, déjà à cette époque, ils auraient exigé la cession d'une partie de l'Azerbaïdjan et de Tauris, dont ils convoitent la possession et qui ne pourra longtemps échapper au sort qui la menace.

Personne n'a peut-être mieux analysé, et d'une façon plus concise, les conséquences du traité de Turkmantchaï, qu'un des plus éminents diplomates russes, le prince Ouroussow : Ce traité, a-t-il dit, rendait la Russie maîtresse de tout le versant méridional du Caucase; il lui ouvrait, du côté de Constantinople, la route de l'Asie-Mineure, et, du côté de l'Inde, la route de Perse. Mais, si le Caucase était conquis, il était loin d'être soumis. La soumission de ces tribus, animées par un vif amour de l'indépendance et par le fanatisme, fut plus difficile que la conquête. Ce fut l'œuvre de constants travaux et d'héroïques efforts. En effet, toutes les résistances que la Russie rencontra dans son œuvre de conquêtes, de pacification et de civilisation trouvèrent un chef politique et religieux dans l'indomptable Schamyl qui tint, pendant vingt-cinq ans, la puissance russe en échec. Ce n'est que vers 1859 que l'œuvre devait être terminée. C'est à sa patience et à son habileté que la Russie doit la pacification complète du Caucase. Depuis 1845, ses généraux n'ont avancé qu'en colonisant les lieux conquis, en établissant des lignes stratégiques, en abattant des forêts, en perçant des routes. Nous ne saurions mieux dire à ce sujet que ne l'a fait un auteur français (1), dont les paroles semblent aussi bien s'adresser au passé qu'à l'avenir, et définir l'œuvre que la Russie s'est proposé d'accomplir sur ses frontières : « Toutes ces entreprises profiteront à la civilisation, en même temps qu'elles consolideront la puissance russe. Mais, la force principale de celle-ci est dans les qualités qui font du

(1) M. Rambaud : *Histoire de la Russie.*

soldat russe le plus habile instrument de conquête et de civilisation. Docile, autant que brave, facile à contenter, supportant sans se plaindre toutes les fatigues et toutes les privations, prêt à tout, le soldat russe construit des routes, déblaie des canaux, rétablit les digues antiques; il façonne les briques dont il bâtit les murailles et les forts qu'il doit défendre, les casernes qu'il doit habiter; il confectionne ses cartouches et ses projectiles ; il est maçon, fondeur, charpentier; et, le lendemain du jour où il est congédié, c'est avec bonheur qu'il conduit sa charrue. Avec de tels instruments à sa disposition, la puissance russe ne recule jamais; il lui suffit de mettre le pied sur un territoire pour le transformer en quelques années et y établir pour toujours sa domination ».

La Perse se trouvait donc considérablement affaiblie : elle était menacée directement au nord-ouest par les garnisons russes de l'Arménie, au nord par la puissance maritime de la Russie sur la mer Caspienne, au nord-est par les entreprises récentes des Russes contre le Turkestan. Tout le nord de la Perse tombait ainsi, ou allait tomber, sous la dépendance complète de la Russie. A partir de 1828, la Russie ne lutte plus contre la Perse, les armes à la main; mais elle ne la subjugue pas moins par tous les moyens pacifiques qu'elle peut mettre en œuvre.

Dix ans après, sans coup férir, elle s'établissait tranquillement dans l'îlot d'Achour-Adé, à l'entrée de la baie d'Astrabad, sous prétexte de surveiller la côte persane et de la protéger contre les invasions des pirates turcomans. Il est vrai que la Perse avait facilité et pour ainsi dire provoqué l'établissement des Russes dans l'îlot d'Achour-Adé; elle leur avait demandé des vaisseaux de guerre pour poursuivre les pirates qui ravageaient ses côtes; elle était bien forcée d'ailleurs de s'adresser à la seule puissance qui pût lui en fournir.

Les Russes se chargèrent fort courtoisement de repousser eux-mêmes les pirates; mais ils réclamaient le droit de se fortifier dans l'îlot d'Achour-Adé, de manière à en faire le centre de leurs opérations. C'est de cette époque que date la station navale russe d'Achour-Adé; tout en reconnaissant la propriété de l'île à la Perse, les Russes se sont maintenus dans cette position, et, même après l'expulsion du dernier pirate, n'ont jamais consenti à évacuer la place.

L'ANGLETERRE ET LA QUESTION D'HÉRAT

En 1833, le gouvernement de la Grande-Bretagne, au bruit des

victoires qu'Abbas-Mirza avait remportées dans le Khorassan, et à la nouvelle du renvoi de la plupart des instructeurs européens qui se trouvaient dans l'armée de ce prince, fut effrayé du brusque réveil d'une nation qui paraissait disposée à marcher seule, sans le concours d'aucune puissance occidentale. Son émoi s'accrut encore lorsqu'il vit arriver l'armée persane jusque sous les murs de Hérat (1). Il est probable qu'il serait intervenu directement en Perse pour s'opposer aux progrès de l'armée d'Abbas-Mirza, s'il n'avait appris la mort de ce prince, au moment même où la ville allait se rendre. Cet événement inspira une telle crainte aux Persans qu'ils ne poussèrent pas plus avant les opérations du siège, et qu'ils se retirèrent sans avoir pu ravir aux Afghans l'ancienne capitale du Khorassan.

Les Anglais surent si bien profiter des circonstances que, dix mois avant la mort de Feth-Ali-Châh, ils avaient reconquis l'autorité militaire en Perse; à tel point qu'ils conduisirent le nouveau souverain, Mohammed-Châh, dans sa capitale pour l'asseoir ensuite sur le trône, en dépit de la rébellion de son oncle, Housseïn-Ali, qui voulait lui disputer le pouvoir.

Pour s'attirer les bonnes grâces du nouvel empereur, l'Angleterre lui offrit deux mille fusils et un assortiment très varié de munitions; elle s'ingénia aussi à faire sortir de l'oubli la fonderie de canons, abandonnée depuis longtemps. Mais, ce beau zèle ne fut pas récompensé et l'influence anglaise n'eut encore cette fois qu'une existence éphémère. Mohammed-Châh avait des idées personnelles très arrêtées sur la réorganisation de son armée, et ces idées n'étaient pas toujours en rapport avec celles des officiers anglais; il en résultait naturellement des froissements qui ne pouvaient amener de bons résultats. D'un autre côté, le grand désir du monarque était de reprendre Hérat aux Afghans, ce qui n'était pas du tout du goût des Anglais qui préféraient avoir une barrière naturelle entre la Perse et les Indes. Ce conflit était un sujet de perpétuelles discussions et la situation devint bientôt intolérable.

En 1836, les officiers anglais durent quitter la Perse; après eux,

(1) Hérat, Caboul et Kandahar passent pour être la clef des Indes. Toute la politique de l'Angleterre consiste à surveiller ces trois villes et à empêcher qu'elles ne tombent entre des mains étrangères; on conçoit la crainte qui dut s'emparer d'elle, lorsqu'elle put redouter une invasion persane dans le nord de l'Afghanistan.

vinrent comme instructeurs, des officiers français, puis des officiers italiens, hongrois et autrichiens, d'autant plus favorablement accueillis que les Anglais avaient laissé une fort mauvaise impression que leurs sympathies non dissimulées pour les Afghans suffisaient à expliquer.

L'année suivante, Futteh-Mohammed-Khan, prince de Hérat, envoyé de Kamran-Châh, fit des propositions de paix à Mohammed-Châh : il proposait l'échange des prisonniers et la cessation des hostilités, et même un traité d'alliance contre les Turcomans, qui ravageaient aussi bien les frontières de l'Afghanistan que celles du nord-est de la Perse. Le châh devait fournir une armée de cavaliers et de fantassins et participer d'une manière effective à la guerre, mais il ne devait pas se mêler des questions d'ordre intérieur qui agitaient l'Afghanistan.

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne, craignant l'union de ces pays et ne voulant pas que la Perse pût régler elle-même ses affaires au dehors, offrit sa médiation, qui fut acceptée non sans défiance. Il écrivit, le 16 juin 1837, une longue lettre au premier ministre de Perse, Hadji-Mirza-Aghassi, qui résume bien toutes les ténébreuses intrigues et pensées de la po itique anglaise. A la suite de cette lettre, on trouve encore parmi les documents diplomatiques de cette époque :

1° Un memorandum du grand-vizir, en réponse aux propositions faites par l'ambassadeur du prince de Hérat;

2° Une lettre du premier ministre de Perse adressée à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne;

3° Une lettre de sir Mac-Neill, ambassadeur de la Grande-Bretagne, au premier ministre de Perse.

C'est à la suite de cette correspondance, dont nous regrettons, faute de place, de ne pouvoir citer des extraits, que l'Angleterre entama des négociations pour la conclusion d'un traité de paix entre la Perse et Kamran-Châh; ce dernier, fort de l'appui des Anglais, demandait la reconnaissance de ses conquêtes et la rectification de ses frontières. Mohammed-Châh hésitait beaucoup sur le parti à prendre; mais la haine religieuse et héréditaire des sectes chiites contre les sectes sunnites fit taire tous ses autres sentiments. En juillet 1838, il abandonna les Anglais pour demander l'appui de la Russie; puis, un traité fut conclu avec Kohoundil-Khan et les autres *sirdars* de Kandahar, sous la garantie du général comte de Simonich, ministre plénipotentiaire de Russie, accrédité près la cour de Téhéran.

C'est alors que l'ambassadeur anglais, furieux de voir échouer ses intrigues et ses manœuvres, se décida à tenter un dernier coup et à écrire une lettre au grand musthéïd, qui cumule, comme on le sait, ses fonctions de chef de religion avec celles de ministre de la justice.

Voici les principaux passages de cette lettre :

« Je croyais que les ministres du châh, désireux de conserver une amitié qui datait de longues années, et dont mon gouvernement n'avait jamais cessé de donner maintes preuves sincères, je croyais que, se rappelant les secours nombreux et réels que nous avions accordés si souvent à la Perse, ainsi que les services que je lui ai rendus personnellement, pendant l'espace de 20 ans, toutes les fois qu'il s'est agi des intérêts vitaux du pays ou de ceux tout particuliers que j'ai pu rendre à la feue majesté Feth-Ali-Châh *(que son tombeau soit éclairé par les feux célestes)* aussi bien qu'à son héritier, qui habite aujourd'hui les cieux, séjour des bienheureux, ainsi qu'au souverain actuel, je croyais, dis-je, que l'adoption de mes réclamations ne rencontrerait aucun obstacle.

En effet, nos prétentions se bornaient à l'entier abandon de l'expédition d'Hérat, dont le but paraissait contraire aux vues de l'Angleterre. Nous demandions, en outre, qu'une réparation suffisante nous fût offerte pour les procédés irrespectueux dont on a usé envers notre gouvernement. C'était, ce me semble, le moyen bien simple de rétablir entre les deux Etats la bonne harmonie et les relations amicales sous l'empire desquelles la Perse et l'Angleterre avaient toujours vécu. Malheureusement, malgré les instances réitérées faites par moi pour atteindre ce but, les ministres du châh n'ont pas daigné m'accorder une réponse à peu près satisfaisante ; mais, bien au contraire, encore chaque jour depuis ce temps, j'ai eu à me plaindre de leurs procédés à mon égard. Ayant enfin compris qn'on ne se proposait aucunement d'accéder aux demandes faites par mon gouvernement, et qu'on ne se souciait même pas de profiter de ses bonnes dispositions en adhérant à des conditions dont l'exécution aurait ramené la bonne intelligence et consolidé le bonheur du peuple persan ; trouvant les ministres du châh aveugles et sourds sur tout ce qui pouvait toucher de plus près les intérêts de la nation qu'ils sont chargés de surveiller, j'ai dû prendre un parti définitif. D'ailleurs, ma présence devenait inutile: je l'ai senti. Car, après avoir épuisé, soit par écrit, soit de vive voix, tous les moyens

possibles de conciliation, mes démarches, entreprises et suivies dans l'intérêt des deux pays, sont restées sans succès, et je n'ai jamais pu obtenir que des promesses vagues, quand je ne recevais pas de réponses évasives.

Il est même arrivé que, après avoir accédé à une demande, on niait ouvertement d'y avoir consenti. Après de tels actes, il ne me restait donc qu'à quitter le camp royal. Je l'ai fait, et ce n'est qu'en route que j'ai appris que, par ordre de mon gouvernement, quelques vaisseaux de guerre appartenant à S. M. britannique étaient rentrés dans le golfe d'Ormuz, décidés, si le gouvernement persan persistait dans son refus des conditions énoncées plus haut, à employer des moyens plus énergiques que ceux de la parole pour les faire accepter...

Bref, si le gouvernement persan se résout à obtempérer aux justes demandes de l'Angleterre, elle renoncera aussitôt à son expédition; car, nous ne désirons ni rompre avec la Perse, ni lui faire tort en quoi que ce soit; il est évident que bien que son gouvernement ait mis l'Angleterre dans la nécessité de recourir à une mesure extrême, pour se faire mieux comprendre, celle-ci est cependant bien loin d'en vouloir aux paisibles habitants de vos villes et villages, et que les différends survenus entre les cours d'Angleterre et de Perse doivent se terminer d'eux-mêmes et, naturellement, sans qu'une influence fâcheuse puisse réagir en aucune manière sur le peuple persan, contre lequel n'existe aucun motif d'hostilité... »

Une pareille lettre se passe de commentaires et fait voir combien les Anglais étaient peu scrupuleux lorsqu'il s'agissait de leurs propres intérêts. Le grand mustheïd ne se laissa point prendre à un piège aussi grossier; il sut percer à jour les ruses du ministre anglais, qui n'avaient d'autre but que l'intimidation, et répondit en termes plus nobles, plus élevés. Voici d'ailleurs également quelques passages de cette lettre :

« Il est notoire que tous les hommes conviennent de ce qui est bon ou de ce qui est mauvais, comme par exemple de la beauté d'une action juste et loyale, ou de la laideur d'une action inique et perverse, reconnue telle par nous, et non contestée par qui que ce soit. C'est ainsi que la totalité des habitants de la Perse et que les étrangers eux-mêmes savent et reconnaissent que, dernièrement, le peuple habitant nos frontières orientales a exercé sur les paisibles habitants du Khorassan tout ce que la cruauté la plus barbare ou la plus raffinée peut inventer.

Que dis-je? Cette cruauté s'est étendue sur chacun de ceux des serviteurs du vrai Dieu qui, soit dans cette province, soit dans l'Astarabad, a eu le malheur de tomber entre les griffes de ces hommes abominables. Femmes, enfants, vieillards, infirmes, tous étaient massacrés sans miséricorde, et ceux que le glaive a épargnés ont été traînés en esclavage, après avoir vu dévaster leur bien et piller leurs richesses. C'est ainsi que plusieurs de nos provinces ont été dépeuplées ou ruinées de fond en comble. En dernier lieu, ces désordres, qu'il est permis d'attribuer avant tout aux habitants d'Hérat, se sont renouvelés plus effroyables que jamais. La scélératesse de ces hommes en est venue à un tel point qu'ils ne craignaient point de faire bouillir dans des chaudières les serviteurs du vrai Dieu, ou bien qu'ils écartelaient les malheureux tombés en leur pouvoir, les faisant ainsi mourir dans des tourments affreux. En un mot, les horreurs que ces impies ont commises dépassent toute borne et toute expression.

En un pareil état de choses, le devoir de tout homme haut placé dans l'ordre public est de mettre en œuvre tout ce qu'il possède d'énergie et de pouvoir pour mettre fin à de pareilles déprédations ou à de semblables atrocités. Je voudrais bien savoir si les horreurs de cette nature seraient souffertes ou tolérées en aucune partie de l'empire britannique; je demanderai si on n'eût pas employé au plus tôt les mesures les plus efficaces et les plus promptes pour réprimer d'aussi épouvantables excès, ou bien si on les eût laissés se perpétuer à l'ombre de l'impunité....

Fort de ces arguments, je ne crains donc pas d'avancer que le gouvernement de la Perse peut déclarer hautement qu'il n'a eu d'autre but que de mettre un frein aux désordres et aux brigandages des habitants du Turkestan, et de briser le joug de fer qu'ils font peser sur les serviteurs fidèles du Créateur des mondes, aussi bien qu'il a voulu délivrer de pauvres captifs tombés entre les mains des impies. En exécutant ce projet, nous n'avons point été dirigés par une vaine forfanterie ou par le désir d'acquérir des richesses, d'étendre notre royaume ou d'arriver à la gloire. Non..., les ministres du châh ont été guidés par de simples et suffisants motifs de piété, de justice et d'humanité. L'Angleterre devrait leur en savoir gré, et même, loin de se récrier contre eux ou de leur témoigner du ressentiment, ainsi qu'elle le fait, elle aurait mille raisons pour louer leur conduite; car elle est, en tous points, conforme

au pacte conclu entre Dieu et les croyants, pacte bien au-dessus de toutes les institutions humaines, et dans l'exécution duquel l'Angleterre devrait voir, ce me semble, une nouvelle garantie de la fidélité avec laquelle le châh se propose de répondre à ses autres engagements.

Quant à l'offense faite au gouvernement britannique, si, par ce mot *offense*, vous entendez rappeler le fait dont nous venons de parler, je ne vois guère que l'on ait manqué le moins du monde aux convenances, en ce qui le regarde en toute cette affaire; je ne sache pas que ce gouvernement se soit fait le patron des déprédations du Turkestan, et les raisons que je viens d'alléguer suffiront pour lui prouver qu'il n'y a eu dans la conduite des ministres persans rien d'offensant pour l'honneur de l'Angleterre.

Mais que si, à Dieu ne plaise que cela soit! il y avait parmi les dignitaires de la cour de Perse quelqu'un capable de manquer à votre personne ou à votre gouvernement, il serait évident qu'une pareille conduite n'aurait jamais pu être suggérée ou approuvée par les ministres de ladite cour. »

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne, après la réception de ce message, comprit qu'il ne pouvait rester à la cour de Téhéran, sans s'avouer vaincu ; il se fit rappeler par son gouvernement qui n'osa pas entreprendre de sérieuses démonstrations, à main armée, parce que la crainte des Russes était pour lui un frein modérateur tout-puissant. Sa mauvaise humeur ne fut pas de très longue durée et il ne tarda pas à renvoyer un ambassadeur auprès du châh.

Les années qui précédèrent la mort de Mohammed-Châh ne furent marquées par aucun événement sérieux. Ce prince s'éteignit en 1848 et ce fut Nasr-Ed-Dine-Châh, le souverain actuel, que tout Paris a pu voir et acclamer à différentes reprises, qui lui succéda.

Ce monarque arrivait au trône avec d'excellentes intentions; mais il lui fallait tout reconstruire, tout créer pour mettre son royaume au courant des idées et des progrès modernes.

CHAPITRE III

NASR-ED-DINE

Les premières années du règne de Nasr-Ed-Dine furent hérissées de difficultés, et ce fut avec le gouvernement britannique qu'il eut tout d'abord à lutter. En 1856, l'Angleterre, qui n'avait jamais pu pardonner à la Perse le soufflet moral que lui avait fait essuyer Mohammed-Châh, lui déclara ouvertement la guerre, à l'occasion de la prise d'Hérat par les troupes persanes. Déjà, les Anglais, occupés en Afghanistan par des troubles continuels dont ils étaient les promoteurs, avaient réussi à conquérir une grande influence dans ce pays. En 1845, ils avaient obtenu l'annexion à la Cie des Indes de toute la rive droite du Sindh, depuis la limite des Yarofzaï, un peu au-dessus de la rivière de Caboul jusqu'à la frontière nord du Hudhi, de sorte qu'ils occupaient ainsi la passe de Peschawer, qui est la véritable porte de l'Hindoustan. Ils furent d'abord très habiles ; après avoir occupé le port de Bouchir et l'île de Kharek, dans le golfe Persique, Mohammerah et Ahouaz sur le Karoun, les Anglais n'hésitèrent pas à rendre ces places au châh, dès qu'ils eurent obtenu satisfaction et que la ville d'Hérat eût été rendue aux Afghans. Ils surent ainsi se concilier les bonnes grâces du nouveau monarque, qui ne pouvait que témoigner de la reconnaissance à un adversaire victorieux qui savait renoncer si courtoisement à ses conquêtes. En cette circonstance, comme en tant d'autres, l'Angleterre n'agissait que dans son propre intérêt. Si elle rendait les places conquises sur la Perse, ce n'était que pour donner à cet État une satisfaction morale dont elle escomptait déjà les bénéfices matériels. Il est inutile de dire que l'Angleterre resta, en réalité, maîtresse des places dont elle s'était emparée en accaparant, par tous les moyens possibles, l'exploitation commerciale et les richesses du pays.

En 1860, les troupes persanes ayant été battues à Merv, le châh eut l'idée de s'adresser à l'Angleterre pour en obtenir des instructeurs ; mais la Grande-Bretagne, d'ordinaire si empressée de répondre à de

semblables désirs, fit, cette fois, la sourde oreille. Elle savait par expérience que la Perse n'était pas un pays où les entreprises de ce genre fussent couronnées de succès, et, comme elle n'était pas nation à aller au-devant d'une humiliation, elle se contenta d'occuper tout le sud du royaume. Grâce à l'extension de son commerce, elle sut y conquérir une influence suffisante pour s'opposer à l'envahissement des Russes dans la zone qu'elle considérait comme sienne ; sa politique lui commandait maintenant de ne plus agir au grand jour, mais de travailler patiemment dans l'ombre et le silence.

Nasr-Ed-Dine avait perdu tout espoir de trouver des chefs capables de réformer son armée, lorsqu'en 1878, au cours d'un de ses voyages en Europe, il trouva enfin une puissance décidée à répondre à ses désirs. L'empereur d'Autriche signa, en effet, à cette époque, avec le monarque persan, un traité, valable pour trois années, qui mettait à la disposition du châh un certain nombre de fonctionnaires civils et militaires (les fonctionnaires civils étant chargés de la réorganisation de l'administration persane).

L'arrivée en Perse des officiers autrichiens eut pour conséquence immédiate de provoquer l'apparition à Téhéran d'une bande d'officiers russes ayant à leur tête le colonel Dumantovitch, homme énergique qui avait servi, lors des premières campagnes de Turcomanie, sous les ordres de Tugukosoff et qui sut à merveille remplir l'importante mission qui lui était confiée. Il créa d'abord des régiments de cosaques, comprenant un effectif de 600 hommes, avec les mêmes cadres que les régiments russes. Dès leur origine, ces régiments de cosaques devinrent l'instrument le plus commode d'intimidation à la cour de Téhéran. Lorsque le ministre russe veut appuyer plus particulièrement une demande, il n'a qu'à parler de l'augmentation de l'effectif de ces cosaques. Ces régiments, en effet, sont bien plus russes que persans ; ils sont immédiatement sous les ordres de l'ambassadeur de Russie, et, bien que, pour la majeure partie composés de Persans, ces soldats n'en sont pas moins tout dévoués au pays dont ils portent l'uniforme. Il est même probable que, sur les ordres de leurs chefs, ils marcheraient contre les troupes impériales, qui ne seraient pas capables de leur résister. Ils possèdent une très bonne musique qui joue, tous les jours, à l'heure des repas, dans la cour de la légation de Russie. De plus, outre les officiers, le tsar envoya, à titre gracieux, des canons,

des munitions, des approvisionnements de tous genres, et Téhéran devint pour ainsi dire une forteresse russe.

Ainsi donc, cinquante ans après le traité de Turkmantchaï, la Russie prenait, de fait, possession de la capitale de la Perse et y exerçait l'influence prépondérante qui lui était nécessaire pour habituer peu à peu le pays à ses usages et à ses lois.

En 1879, le châh de Perse avait perdu toutes ses illusions sur le sort de son empire, et, bien qu'il dût toujours paraître aux yeux de son peuple un digne successeur de Djemschid et de Khosroès, avec le titre de « *Roi des Rois, élevé comme la planète de Saturne, pôle de l'Univers, puits de science, marchepied du ciel, souverain sublime à qui le soleil sert d'étendard et dont la magnificence est pareille à celle des cieux, monarque dont les armées sont nombreuses comme celle des étoiles,* » il pouvait se rendre compte mieux que personne de sa propre faiblesse et de la puissance de ses redoutables voisins.

Ses voyages en Europe, depuis 1864, et plus particulièrement celui de 1878, l'avaient initié à une civilisation nouvelle, bien différente de celle de l'Asie ; il en comprenait évidemment les avantages, mais il ne pouvait introduire ces coutumes dans son pays ; elles y auraient été la cause de troubles dangereux pour sa couronne. Il lui fallait donc renoncer à des réformes radicales. Il faut cependant rendre cette justice au souverain actuel, c'est qu'il s'est toujours efforcé d'innover dans la mesure du possible pour élever la Perse au niveau de la civilisation occidentale. Avec l'aide et le concours de la France, qu'il a en haute estime, il a inauguré le service des postes et fait comprendre son royaume dans le service postal international ; il a multiplié les routes carrossables et s'est mis à la tête d'un mouvement qui a amené quantité de réformes importantes. Le lycée impérial de Téhéran donne, sous la direction de professeurs français, une solide instruction aux fils des plus grandes familles, appelés un jour ou l'autre à exercer de hautes fonctions dans le gouvernement. Aujourd'hui, les gouverneurs et les premiers magistrats du pays parlent presque tous le français.

Bien que maître absolu de la vie et des biens de ses sujets, le châh ne pouvait lutter contre le parti religieux, hostile à toutes les idées de réformes inspirées par la civilisation occidentale ; il le pouvait d'autant moins que sa situation n'était pas très régulière.

N'étant point Alide, par ce fait seul, il pouvait être exclu du trône et regardé comme un usurpateur par les chefs du parti religieux, excessivement puissant. Cet autocrate, à qui la fantaisie sert de loi, n'a cependant, à certains points de vue, qu'un pouvoir très limité ; mais il peut à sa guise flatter son goût naturel pour la civilisation européenne, en joignant à celle de l'Orient toutes les douceurs qu'elle est susceptible de lui procurer.

En introduisant le télégraphe (1) en Perse, les Anglais permirent au châh de se mettre plus étroitement en rapport avec les gouverneurs des provinces, dont les exactions furent de plus en plus limitées. L'autorité du Roi des Rois devenait plus active et se faisait mieux sentir dans toute l'étendue de son royaume. Depuis cette époque, la vie du monarque fut celle du plus heureux des souverains, sinon du plus puissant. Fataliste, comme tous les orientaux, il sentait bien qu'il ne pouvait se mettre en travers du torrent, ni rien changer aux événements qui se préparaient. Très affable pour les Européens qui visitent son empire, il leur accorde presque toutes les concessions (2) qu'ils demandent, sans se préoccuper de savoir si elles n'ont pas déjà été données antérieurement (3).

RIVALITÉ ANGLO-RUSSE

A partir de 1879, les ambitions rivales de la Russie et de l'Angleterre se trouvent aux prises ; ces deux peuples ne sont plus séparés que par de faibles barrières : les Persans et les Afghans, sur le corps desquels ils devront nécessairement passer pour en venir aux mains. Ils emploieront tous les moyens en leur pouvoir pour se nuire mutuellement, et les conséquences de ces haines réciproques seront supportées par les innocentes victimes *de ce qu'on appelle la civilisation !*

La Russie renforce constamment ses troupes du Caucase, du Turkestan et de la Perse et cherche à masser un grand nombre de régi-

(1) C'est en 1864 que les Anglais établirent les premières lignes télégraphiques. La grande ligne indo-européenne ne date que de 1872.

(2) Une des plus importantes fut celle du baron de Reuter qui obtint le monopole de la construction des chemins de fer persans, en 1872 ; mais tous ses efforts furent paralysés par les manœuvres de la Russie.

(3) Certaines concessions ont été accordées, plusieurs fois, par le châh, à des titulaires différents, ce qui a toujours été la cause de débats interminables.

ments sur ces points ; en même temps, elle développe de son mieux son influence politique à l'intérieur du pays au travers duquel ses armées devront passer plus tard et qu'elle considère déjà comme lui appartenant.

Malgré ses protestations hypocrites, l'Angleterre agit de même ; mais, elle a peur de la lumière et préfère suivre les chemins détournés pour arriver au même but. Elle cherche à s'introduire dans le pays par tous les moyens possibles, se pose en protectrice, feint de consoler le souverain des humiliations que lui font subir les Moscovites, et l'encourage à leur résister de toutes ses forces. Elle croit s'attirer les bonnes grâces du châh en lui répétant constamment que deux cents ans auparavant les Uzbegs du nord étaient traités avec mépris et subissaient les lois de ses prédécesseurs. En Europe, elle prétend que tous ses soins ont pour unique but le relèvement moral de la Perse, que sa position géographique recommande particulièrement à sa bienveillante attention.

Par exemple, la Grande-Bretagne ne dit pas que cette *bienveillante attention* est synonyme de *surveillance étroite et jalouse* sur un pays dont les destinées futures intéressent au plus haut degré sa politique indo-britannique. D'ailleurs, la guerre anglo-persane de 1857 a montré clairement de quelle façon elle entend le *relèvement moral* de la nation persane.

Cette manière d'agir ne peut pas nous surprendre ; l'Angleterre obéit à ce besoin impérieux, qui la possède, de tromper et de paraître blanche comme neige, tout en fomentant les plus noirs desseins. Si elle n'avait pas l'intention (ce dont elle se défend énergiquement) de subjuger, à la première occasion favorable, le sud de la Perse, pourquoi aurait-elle occupé tous les points stratégiques capables d'assurer sa domination future ? Pourquoi aurait-elle consacré des sommes importantes à l'édification d'un plan de campagne, à son dire, inutile ? Nous connaissons trop nos bons voisins d'outre-Manche pour nous laisser prendre à ce piège grossier.

En résumé, les deux puissances rivales, la Russie et l'Angleterre, poursuivent le même but avec des moyens bien différents. Le caractère distinctif de la politique russe est la franchise : c'est une grande puissance qui demande à s'étendre encore davantage, confiante en sa force ; elle marche hardiment en avant, brisant tous les obstacles placés en

travers de son chemin et sans s'inquiéter des rumeurs qu'elle soulève sur son passage.

L'Angleterre, imbue des principes de Machiavel, ne s'avance à travers les ténèbres qu'en rampant ; elle annonce toujours le contraire de ce qu'elle désire ; elle flatte et courtise, mais elle attend avec une impatience fébrile le moment où elle pourra faire sentir ses ongles et asservir les peuples qu'elle endort dans une quiétude factice. Entre ces deux façons d'agir, entre la rudesse de la Russie et l'hypocrisie de l'Angleterre, entre la politique mâle du tsar et la politique « *sainte-nitouche* » de la Grande-Bretagne, il n'y a pas à hésiter, et les Persans eux-mêmes, s'il leur fallait aujourd'hui choisir entre ces deux maîtres, auraient vite fait de se donner à la Russie.

Au prix des plus grands efforts et de la persévérance la plus opiniâtre, l'empire moscovite est parvenu, dans l'espace de 60 ans environ, à étendre ses conquêtes en Transcaspienne comme en Transcaucasie.

En 1876, il confinait au sud de la mer d'Aral, de la Caspienne aux Khanats de Tachkend et de Kokhar qui tombèrent, cette même année, en son pouvoir. D'un côté, il menaçait la Chine par le Syr-Daria et l'Ili ; de l'autre côté, par l'absence de frontières bien délimitées vers le sud, il éveillait les craintes de la Grande-Bretagne qui voyait, non sans appréhension pour l'empire indo-britannique, sa rivale prendre le chemin des grandes invasions asiatiques.

C'est pour soustraire l'Afghanistan à l'influence russe et arrêter les conquérants dans leur route vers l'Hindoustan que les Anglais entreprirent la campagne de 1878 contre l'émir Chir-Ali, soupçonné de complicité avec la Russie. Leurs premières opérations furent couronnées de succès : l'émir Chir-Ali fut battu et périt dans sa fuite. Son successeur, Ayoub-Khan, dut céder aux Anglais les défilés de Caboul et de Dschelabad.

C'était la seconde fois que l'Angleterre intervenait en Afghanistan pour une affaire de ce genre. Déjà, en 1839, elle avait renversé l'émir Doust-Mohammed qu'elle croyait d'intelligence avec le tsar, et l'avait remplacé par son adversaire Choudja. Cet état de choses ne pouvait subsister. Une révolution éclata : Choudja fut assassiné. Après avoir puni les meurtriers et les fauteurs de désordre, les Anglais furent obligés de laisser Doust-Mohammed remonter sur le trône, mais sans perdre l'espoir de reconquérir leur influence dans l'Afghanistan et de

recouvrer une position qui leur permettait, d'une part, de s'opposer à une invasion russe du côté des Indes, et, d'autre part, de prendre la Perse en flanc par l'est si le besoin s'en faisait sentir. C'était déjà par là que les Anglais, en 1857, étaient venus au secours de l'émir et qu'ils avaient forcé les Persans à renoncer à la prise d'Hérat. Ayoub, fils de Chir-Ali, retenu depuis quatre ans par ce dernier, ne songea nullement à témoigner de la reconnaissance aux Anglais qui avaient brisé ses chaînes pour l'élever sur le trône. Il fut même accusé d'avoir ordonné le massacre des membres de la légation anglaise de Caboul. A cette nouvelle, les Anglais pénétrèrent dans l'Afghanistan : Ayoub fut saisi et emmené dans les fers à Bombay ; mais, cette fois la Grande-Bretagne laissa le pays en proie à la révolution et ne fit aucun effort pour lui trouver un chef de son goût. Cette période ne prit fin que lorsque l'émir actuel, Abdur-Rhaman-Khan, s'empara du pouvoir.

Mais, si l'Angleterre avait pris une part active dans la politique intérieure de l'Afghanistan, de son côté, la Russie n'était pas restée inactive ; elle avait tourné ses vues du côté de l'Arménie. La guerre russo-turque de 1878 donnait au tsar la ville de Kars, et la Grande-Bretagne voyait avec haine le mouvement de sa rivale se dessiner et s'accentuer des deux côtés de la mer Caspienne. Il est vrai que les Russes ne ressentaient aucune sympathie pour les Anglais ; ils ne pouvaient leur pardonner leur immixtion à main armée dans les affaires de l'Afghanistan. A cette époque, on crut le conflit inévitable entre ces deux puissances. Si la guerre n'a pas éclaté, il n'en existe pas moins, depuis lors, un état latent de tension qui donne à la question qui nous occupe un intérêt tout particulier.

En 1880, les Russes entreprirent une campagne contre les Turkmènes-Tekkès, race de brigands insoumis qui commettaient de continuelles rapines dans toute la partie nord du Khorassan. Le gouvernement persan avait, en effet, demandé au tsar de vouloir bien rétablir l'ordre dans les steppes du Kara-Koum et de mettre fin aux brigandages de ces Turkmènes-Tekkès qui non seulement dévastaient les pays par eux traversés, mais encore emmenaient en captivité tous ceux qui tombaient entre leurs mains. Le tsar accéda tout naturellement à une proposition qui favorisait ses projets de conquête et il envoya en Turcomanie le général Skobeleff.

La campagne de 1880-1881 est une des plus brillantes et des plus glorieuses pour les armes de la Russie; dans le courant de cette même année, le général Skobeleff conduisit jusqu'à Merv son armée victorieuse. De grands avantages furent accordés à la Russie par le traité conclu à Téhéran, le 9 décembre 1881, pour « *le règlement de la frontière à l'est de la mer Caspienne* (1) ». Les ministres plénipotentiaires étaient : pour la Russie, Jean Zinoview, ministre plénipotentiaire près de S. M. le châh ; pour la Perse, Mirza-Saïd-Khan-Motemenul-Multta, ministre des affaires étrangères.

L'article Ier est relatif à la délimitation des frontières.

L'art. 2 concerne la nomination de commissaires spéciaux.

L'art. 3 s'applique à l'évacuation des forts de Géarmab et de Koulkoulab.

L'art. 4 est relatif à l'interdiction, faite à la Perse, de détourner les eaux de la rivière Firuzé et celles de plusieurs autres petites rivières ou ruisseaux dont elle a les sources sur son territoire. Interdiction également de laisser de nouveaux villages s'établir sur les bords de ces rivières. Nomination de surveillants russes.

L'art. 5 s'applique à la création de routes carrossables.

L'art. 6 édicte l'interdiction, pour la Perse, d'exporter des armes et munitions de guerre.

L'art. 7 est relatif à la nomination d'agents russes destinés à surveiller sur différents points de la frontière les agissements des populations turcomanes.

... Dans les questions relatives au maintien de l'ordre et de la tranquillité dans les pays voisins des deux Hautes Parties contractantes, lesdits agents serviront d'intermédiaires entre les autorités russes et persanes.

L'art. 8 concerne la validité des conventions et engagements antérieurs au présent traité.

L'art. 9 est relatif à l'échange des ratifications.

Fait à Téhéran, le 9 décembre 1881 ou le 29 mokharrem de l'année 1299 du calendrier musulman.

Le ministre des affaires étrangères de Perse,

JEAN ZINOVIEW. MIRZA-SAÏD-KHAN.

---

(1) Ce traité a été appelé, seulement par les Anglais : « *Convention d'Akhal-Khorassan.* »

De son côté, le général Annenkoff, avec l'aide d'un bataillon du génie de la section des chemins de fer, construisait une voie ferrée partant de la baie des Balkhans pour aboutir à Kizil-Arvat. Cette voie, continuée dans la suite au prix des plus grands efforts, et au milieu d'un pays presque complètement désert, est l'un des travaux les plus gigantesques que l'Europe ait jamais vus. C'est grâce à une idée ingénieuse, due au général Annenkoff, que la Russie a pu le mener à bien : des wagons spéciaux avaient été aménagés pour servir de chambres aux soldats et les mettre à l'abri du froid ; d'autres wagons étaient affectés au logement des officiers ou bien servaient de cantine ou de magasins pour les munitions. Cette caserne ambulante avançait au fur et à mesure des travaux ; des rails rapidement posés permettaient à la petite troupe de parcourir environ 6 kilomètres par jour.

En 1884, les travailleurs se trouvaient en face de Merv qui capitula définitivement à leur approche (31 janvier). Les khans des quatre clans et les vingt-quatre délégués, élus par chaque groupe de deux cents tentes, firent leur soumission au tsar, au nom de tout le peuple mervien. De Merv, la ligne fut prolongée par Bokhara jusqu'à Samarkand, où elle parvint, en 1888, atteignant ainsi un développement total de 1442 kilomètres.

LA POLITIQUE RUSSE ET LE NORD DE LA PERSE

La conquête du Turkestan par la Russie et l'achèvement du chemin de fer transcaspien placèrent les Persans dans une écrasante position d'infériorité ; non seulement au nord-est ils ne sont plus séparés des Russes par un désert de sables ; mais leurs frontières, maintenant communes, sont encore suivies, du côté de la Russie, par une ligne ferrée qui peut amener, à un instant donné et sur un point déterminé, toutes les forces de la Transcaspienne, qui pourraient se concentrer rapidement avec les garnisons de Géok-Tèpè, Kizil-Arvat, Merv et Askhabad. La supériorité des Russes s'affirme donc aussi nettement à l'est qu'à l'ouest, aussi bien en Transcaspienne et en Arménie qu'en Transcaucasie.

Si, par Tiflis (où il y a une garnison de 100.000 hommes sur le pied de paix, et de 250.000 hommes sur le pied de guerre), par Érivan et Nakhitchewan, elle peut soumettre l'Azerbeïdjan ; si, par la Caspienne, elle est maîtresse du Ghilan et du Mazandéran, qui lui ouvrent la route

de Téhéran, par le chemin de fer transcaspien, elle coupe toutes les routes qui se dirigent sur Méched, ce qui lui permet d'envahir le Khorassan, dès le début des hostilités. Ce n'est pas seulement au point de vue stratégique que la ligne du général Annenkoff joue un rôle important dans les destinées de la Perse, mais aussi et surtout au point de vue commercial.

Le chemin de fer transcaspien donne à la Russie tout le commerce du nord de la Perse et, en particulier, celui du Khorassan. Il fait d'Astrakhan le grand marché des produits du Centre-Asie. Au point de vue politique, l'importance de cette voie ferrée n'est pas moins considérable : elle permet de *russifier* tout le pays qu'elle traverse et même ceux qui l'avoisinent.

Par suite des nombreux points de contact, qui se multiplient graduellement, les Khans et les chefs des districts voisins de la Perse deviennent peu à peu des vassaux de la Russie; de plus, les habitants du Khorassan ont beaucoup de sympathie pour les Russes et ne demanderaient qu'à changer de maître. Ils ne peuvent oublier qu'ils ont été délivrés par eux de l'implacable domination des Tekkès, et c'est en chantant les louanges de leurs libérateurs qu'ils sont rentrés dans leurs foyers. Les succès sans cesse renouvelés des armes russes dans le Turkestan, et par-dessus tout la prise de Khiva, de Bokhara et de Samarkand, donnent au tsar un prestige énorme aux yeux des habitants du Khorassan, qui voient en lui le seul maître capable de les défendre contre les attaques continuelles des pillards autrefois si redoutables pour eux.

Par la conquête du Turkestan, la Russie devient non seulement la voisine immédiate de la Perse, mais empiète encore sur son territoire; car, si le chemin de fer Transcaspien ne s'étend pas sur le territoire persan ou sur un territoire vassal de la Perse, comme la province de Merv, on ne peut du moins nier que le traité d'Akhal-Khorassan donne à la Russie des territoires faisant partie intégrante de l'empire persan. Le châh a eu raison de se plaindre, bien qu'il l'ait fait sans succès, de la façon arbitraire dont des frontières russo-persanes furent alors délimitées.

Les territoires persans de Koulkoulab, Giarmab, Keltchinar, les villages de Douchak, de Mehna, de Kaaka, et de Chacha, sur la propriété desquels le doute n'est pas permis, ont, en effet, été annexés à la Rus-

sie, soi-disant pour les besoins de la nouvelle ligne ferrée, mais, en réalité, pour l'occupation de points stratégiques importants, surtout en ce qui concerne Douchak (1). Depuis que la nouvelle frontière est tracée, les Russes cherchent à s'approprier une plus grande quantité de territoire persan. Ils réclament les sources des rivières qui sortent des monts du Khorassan pour se diriger ensuite vers les pâturages russes de l'Akhal et de l'Atrek, sous prétexte qu'étant en possession d'une partie de leur cours, ils doivent l'être de la totalité. Avec un raisonnement semblable, on peut aller fort loin; il est donc indéniable que la Russie (sa politique, dans ces dernières années, le démontre d'une façon péremptoire) cherche à s'emparer du Khorassan, et à franchir l'Atrek pour continuer sa marche vers le sud.

Voici, du reste, un article assez explicite, extrait de la « Novoïe Wrémya » du 1er décembre 1888 :

« Notre attention a été attirée par la nécessité de soumettre le Khorassan qui, étant intimement lié avec la Transcaspienne, doit économiquement et industriellement en dépendre) à l'influence exclusive de la Russie. Une route convenable dans la direction d'Hérat part, en effet, du Khorassan, et, dans le cas d'opérations militaires contre les Indes, le Khorassan formerait la base du ravitaillement pour nos opérations en avant. Elle est aussi d'une grande importance, parce qu'elle assure la possession des cours d'eau qui arrosent la ceinture des territoires cultivés de l'Akhal et de l'Atrek, et que le contrôle de la distribution de ces eaux est une condition nécessaire de prospérité pour notre nouvelle province transcaspienne. »

Ce langage est assez précis pour ne laisser aucun doute sur les intentions de la Russie en ce qui touche le Khorassan; en outre, des agents et des fonctionnaires, payés par le gouvernement russe, travaillent sans cesse ces populations, qui ont une sympathie bien justifiée pour le tsar qui a encouragé et rendu possibles les progrès de l'agriculture dans tout le nord du Khorassan. C'est à tel point que le châh en est arrivé à se consoler du tort que lui a causé le traité d'Akhal en voyant la tranquillité et le bien-être dont jouissent les peuplades du Khorassan, sous la suzeraineté de la Russie. Depuis ce temps, la perception des impôts est devenue possible jusqu'à la limite extrême des frontières de la Perse.

Combien de temps cet état de choses pourra-t-il durer?

(1) Douchak est la tête de ligne d'un embranchement projeté sur Hérat.

C'est là que réside toute la question.

Il est évident que la Russie convoite la possession des quatre plus belles provinces de la Perse : l'Azerbeïdjan, le Ghilan, le Mazandéran et le Khorassan. Ces provinces ne pourraient résister à une expédition qui débarquerait par la mer Caspienne, et leur occupation ouvrirait complètement la route de Téhéran et de l'empire persan, dont elles sont le plus riche apanage.

C'est à juste titre que l'Azerbeïdjan passe pour la première province de la Perse; ses terres sont fertiles, bien cultivées, en général, et renferment beaucoup de richesses minérales. Les bords du lac d'Ourmiah se signalent particulièrement aux recherches des ingénieurs et des savants.

Tauris, sa capitale, éloignée de Djulfa (1) de 135 kilomètres seulement, pourrait être facilement reliée par un embranchement au chemin de fer transcaucasien. Les naturels de l'Azerbeïdjan sont connus d'ailleurs pour fournir à la Perse de très bons soldats et les Russes font entrer certainement cette consideration en ligne de compte.

Le Ghilan est aussi une province très fertile où poussent le riz, le coton et la canne à sucre; il possède de splendides forêts dont l'exploitation serait une source inépuisable de richesses. La ville de Rescht, qui lui sert de port, est en même temps la tête de ligne de la route de Téhéran pour les voyageurs arrivant par la mer Caspienne.

Le Mazandéran, quoique très malsain, renferme de grandes richesses minérales et végétales, qui suffiraient à motiver sa conquête. Il est d'ailleurs indispensable pour relier, par le sud, les territoires de la Transcaucasie à ceux de la Transcaspienne, et faire de la Caspienne un lac entièrement russe.

Déjà, Pierre le Grand avait songé à s'emparer de ces deux dernières provinces. Si on voulait remonter à l'origine des choses, il faudrait prendre la « *question persane* » à cette époque lointaine. En 1722, en effet, l'empereur de Russie avait envoyé un ambassadeur à Ispahan pour demander au châh de Perse une réparation au sujet de dommages causés à des marchands russes, dans la ville de Shemaki, par des Lezghiens, peuplade, du reste, en révolte continuelle contre le châh.

L'ambassadeur de Pierre le Grand se rendit à Ispahan, mais n'y trouva

(1) Djulfa est bâtie sur l'Arax, de chaque côté du fleuve; sur la rive gauche, se trouve la ville russe; sur la rive droite, la ville persane. Dans chaque ville, le monument le plus important est le poste des douanes.

pas celui qu'il cherchait, Châh-Houssein, le monarque légitime, ayant été dépossédé du trône par l'Afghan Mahmoud. Mahmoud répondit à l'envoyé de Pierre le Grand que si l'empereur de Russie avait des griefs contre les Lezghiens il n'avait qu'à en tirer satisfaction lui-même, puis il le congédia très brutalement. L'empereur de Russie envoya immédiatement d'Astrakan une flotte qui s'empara, cette année-là même, du port de Derbent et l'année suivante de Rescht et d'une partie du Ghilan. En 1723, des négociations s'ouvrirent entre l'empereur de Russie et le châh Thamaps. Un traité d'alliance fut conclu, en vertu duquel l'empereur de Russie s'engageait à chasser les Afghans du territoire persan et à rétablir Thamaps sur le trône; il demandait en retour la cession perpétuelle de Derbent et de Bakou, ainsi que celle des provinces qui en dépendaient : *le Ghilan* et *le Mazandéran* avec Astérabad; un libre commerce avec la Perse, enfin les approvisionnements nécessaires pour chasser les Afghans. L'empereur de Russie n'attendit pas que ce traité fût signé pour profiter de tous les avantages qui y étaient stipulés en sa faveur. Il occupa aussitôt le Ghilan et le Mazandéran et ce n'est qu'en 1738 que les Russes furent chassés de ces deux provinces par Nadir-Châh. Ce fait historique inaugure la politique d'envahissement de la Perse. Conçue par Pierre le Grand, cette politique fut depuis fidèlement suivie par ses successeurs. Elle se résume dans ces quelques mots : « *Hâter la décadence de la Perse, pénétrer dans le golfe Persique, rétablir l'ancien commerce du Levant et avancer vers les Indes où se trouvent les richesses du monde entier.* »

Depuis Pierre le Grand, on a pu voir les progrès incessants que les Russes ont faits dans la direction des Indes, aux portes desquelles ils arriveront probablement dans un très bref délai. Rien que depuis le commencement du siècle les progrès de la Russie ont été considérables de ce côté : elle a soumis le Caucase et le Turkestan, elle est venue à bout des partisans de Chamyl et des pillards du Kara-Koum; des deux côtés de la Caspienne ses conquêtes se sont poursuivies avec une égale rapidité; bientôt elles se rejoindront sur le territoire persan et la marche de la Russie vers les Indes ne sera plus qu'une question de temps.

A la seule inspection de la carte, il est facile de voir que la conquête du Ghilan, de l'Azerbeïdjan, du Mazandéran et du Khorassan sont les préliminaires obligés de la campagne définitive contre les Indes.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE ANGLAISE AU SUD DE LA PERSE.

Mais, si les Russes ont une influence considérable dans le nord de la Perse, il n'en est pas moins vrai que les Anglais ont su s'implanter solidement sur toute la côte du golfe Persique et dans les provinces méridionales de cet empire. Cette zone de l'influence anglaise est parfaitement déterminée : elle comprend toute la partie située au-dessous de la ligne Kirmanschah, Hamadan, Bouroujird, Ispahan. Yezd, Kirman; en un mot, au-dessous d'une ligne tirée dans une direction sud-est, de Kirmanschah au Seïstan.

Les Anglais, ne pouvant suivre l'exemple de la Russie, ont été forcés d'agir d'une manière toute différente; les agents du télégraphe indo-européen et les missionnaires protestants ont été leurs plus puissants auxiliaires, dans ce pays que nous désignerons, faute de mieux, sous le nom de « *zone d'influence anglaise* » et qu'ils ont l'intention d'occuper un jour.

Cette *zone d'influence anglaise* n'est pas un mot vide de sens; on pourrait presque la déterminer géographiquement au moyen des renseignements obtenus dans ce pays, que nous avons visité récemment, et des indications qui nous ont été fournies par les derniers écrits anglais qui font autorité dans la question.

Dans un ouvrage remarquable publié en 1892 : « *Persia and the persian question* », sir G. Curzon parle d'un chemin de fer possible partant de Chaman (1), passant ensuite par Kandahar et la vallée de l'Hilmend, jusqu'au Seïstan, et se prolongeant ensuite à travers la Perse par les villes de : Kirman, Yezd, Ispahan, Bouroujird, Hamadan et Kirmanchah. « Au sud de cette ligne, dit-il, aucune influence politique hostile ne sera tolérée. La Perse doit conserver intacts le centre et le sud de son territoire, et être capable de dire à ses envahisseurs : jusque-là... mais pas plus loin. »

(1) C'est la station extrême d'un embranchement de la ligne indo-britannique qui part de Karatchi pour suivre la vallée de l'Indus.

L'Angleterre travaille sans relâche à s'assurer la possession de cette ligne et tous les efforts de sa politique, dans ces dernières années, ont tendu à l'occupation de ces deux points extrêmes. Cette politique, naturellement contrariée par la Russie, a donné naissance à deux questions importantes : celles du Séïstan et du Karoun.

La question du Séïstan est celle de l'occupation par l'une des deux nations rivales d'un point stratégique de la plus haute importance. Ce n'est plus la vieille contestation de frontières entre les Persans et les Afghans, qui a nécessité, à plusieurs reprises, l'intervention des Anglais ou des Russes, comme arbitres (1). Aujourd'hui, le Séïstan est appelé à jouer un grand rôle dans les événements futurs du Centre-Asie; aussi les Anglais et les Russes se le disputent-ils avec une égale ardeur.

Pour la Russie, le Séïstan constitue un poste avancé au sud du Khorassan, d'où elle peut envahir le Bélouchistan et le sud de l'Afghanistan. Le Séïstan est, en effet, un centre autour duquel rayonnent les frontières de la Perse, de l'Afghanistan et du Bélouchistan.

Si la prise du Khorassan rend la Russie maîtresse d'Hérat, la conquête du Séïstan la met en possession de Sefzar et de Ferrah, les deux points stratégiques importants de la route d'Hérat à Kandahar.

Pour l'Angleterre, le Séïstan a encore une valeur plus considérable; elle doit à tout prix empêcher les Russes de s'y établir, car c'est pour elle une des questions d'où dépend le maintien de sa puissance dans l'empire indo-britannique. Avec le Séïstan, les Anglais peuvent tenir en échec les Russes; par le sud-est du Khorassan, ils menacent l'Afghanistan, et occupent l'une des extrémités de cette ligne qu'ils ont virtuellement tracée à travers la Perse. De là, ils peuvent également envahir tout le territoire persan compris dans leur « zone d'influence ».

Sir G. Curzon nous permet d'être bien renseignés sur les véritables avantages que l'Angleterre pense retirer de l'occupation du Séïstan. Après avoir montré l'importance de la ligne du général Annenkoff, qui donne à la Russie tout le commerce du Khorassan, il expose les avantages que l'Angleterre retirerait de la ligne qu'elle projette, du Séïstan à l'empire indo-britannique.

« On ne peut, dit-il, nier l'importance commerciale d'une telle ligne

(1) Ordinairement, les commissions de délimitation des frontières n'ont réussi qu'à mécontenter les intéressés, et leurs travaux sont toujours restés infructueux.

qui établira des relations étroites entre l'Inde et les bazars du Khorassan. Les avantages stratégiques d'une telle ligne ne sont pas moindres; ils permettent à l'Angleterre d'occuper une position de flanc pour la défense du territoire afghan qu'elle a pris sous sa protection et de s'opposer au développement de la faim territoriale du Moscovite qui pourrait devenir un danger sérieux pour les bonnes relations existant entre les deux empires. Ici je m'arrête, car je ne voudrais pas m'avancer jusqu'à dire que si une nécessité impérieuse se présentait, une telle position pourrait être très efficacement utilisée pour l'attaque par une armée indienne; j'ai, en effet, du dégoût à m'imaginer une situation dans laquelle des soldats anglais ou indiens seraient obligés de marcher en ordre de bataille *à travers la Perse*, ou engagés dans une politique de représailles. La carte aidera de toutes façons le lecteur à former son propre jugement. »

Sir H. Curzon donne au lecteur une tâche vraiment trop commode, et il n'est pas besoin d'une grande clairvoyance pour comprendre que le Séïstan, formant l'extrémité sud-est de la ligne Kirmanschah, Boujird, Hamadan, Ispahan, Yezd, Kirman, au-dessous de laquelle l'Angleterre doit considérer, comme un *casus belli* toute tentative d'influence contraire; cette puissance ne se ferait, le cas échéant, aucun scrupule de s'emparer d'un point stratégique lui permettant de s'opposer à une invasion russe du sud de la Perse, ni même à introduire des soldats anglais ou indiens dans une région où elle s'établirait très probablement ensuite d'une manière définitive.

LES ANGLAIS AU KAROUN. — LA PROPAGANDE BRITANNIQUE

La question du Karoun ne peut que confirmer le lecteur dans cette même opinion. Les manœuvres de la politique anglaise, dans la partie sud-ouest de la Perse, remontent à la guerre de 1857, pendant laquelle l'armée britannique s'était emparée, pour la première fois, de Mohammerah et d'Ahwaz, sur le Karoun.

Depuis ce temps, l'Angleterre a su accaparer tout le commerce de cette vallée, et a toujours essayé de s'en faire reconnaître officiellement le monopole, avec la concession exclusive de la seule grande rivière navigable de Perse. Elle déguisait ses vues, sous le prétexte d'assurer la liberté de la navigation et la facilité des transactions commerciales: mais, ce qu'elle dissimulait avec le plus grand soin, c'est la cause

véritable des intentions qui lui firent solliciter, avec une persévérance inébranlable et pendant dix ans, la concession de cette rivière (1).

Il est vrai que le Karoun est la grande voie d'accès pour les marchandises provenant du golfe Persique à destination du plateau persan, et les navires peuvent remonter son cours, de la mer à Ahwaz (2), et d'Ahwaz à Chuchter.

C'est en même temps une route naturelle ouverte aux Anglais dans la direction de Kirmanshah, dont la conquête leur assurerait l'extrémité nord-ouest de leur ligne d'influence en Perse, comme le Seïstan leur assure l'extrémité sud-est de cette même ligne.

Les Russes avaient bien compris le danger des manœuvres britanniques, et ils agirent puissamment auprès du châh pour ruiner l'influence anglaise; malgré leurs efforts, ils ne purent empêcher Nasr-Ed-Dine d'accorder aux Anglais la concession du Karoun jusqu'à Ahwaz. Cette condescendance exaspéra les Russes qui ne peuvent admettre que le châh ait l'audace de prendre une décision de son propre chef, sans avoir obtenu auparavant leur assentiment.

Bien qu'il soit assez difficile de connaître ce que pensent en réalité les Anglais de leur propre politique, il est quelquefois aisé de saisir entre leurs lignes certaines expressions, indices de leurs véritables sentiments. L'Anglais — il faut bien se pénétrer de cette idée — n'aime pas à être clair en politique; il évite, autant que possible de se compromettre, et le vieux proverbe « *Scripta manent, verba volant* » lui est très familier. Voici d'ailleurs les conseils que sir H. Rawlinson donne aux hommes d'État de son pays :

« Les affaires politiques d'une puissance orientale de second ordre comme la Perse ne doivent pas être considérées comme devant accaparer l'intérêt des lecteurs anglais; seulement, il convient de faire remarquer que ce pays est placé géographiquement à mi-route entre l'Europe les Indes et qu'il peut être appelé à jouer un rôle important dans les affaires de l'Orient. L'état du peuple et la forme du gouvernement persan permettent à un observateur consciencieux de prêter à la Perse

(1) Un décret signé par le châh, au mois d'octobre 1888, donnait à l'Angleterre la concession de la navigation du Karoun, mais seulement jusqu'à Ahwaz.

(2) Près d'Ahwaz, des rochers s'opposent à la libre navigation du Karoun; mais, d'ici peu, les Anglais trouveront le moyen de détruire cet obstacle, soit en faisant sauter les rocs, soit en les contournant au moyen d'un canal.

une attention tout à fait disproportionnée avec l'espace de territoire que le châh occupe sur la carte du monde, et le rang que ce pays occupe dans la balance des nations. La Perse d'aujourd'hui n'est pas la Perse de Darius; ce n'est même plus celle d'Abbas-le-Grand, mais c'est un pays qui peut toujours être un précieux auxiliaire pour la fortune de la Grande-Bretagne en Orient. »

Sir G. Curzon estime que la politique anglaise, depuis le commencement de ce siècle, a été mal inspirée et mal dirigée : « Nous avons fait, dit-il, des traités d'alliance offensifs et défensifs avec la Perse, en nous imposant les plus solennelles obligations. Quand l'occasion de les mettre à exécution s'est présentée, nous nous sommes esquivés et avons relâché le nœud qui nous tenait enserrés. Nous avons tour à tour adulé et négligé les Persans, nous les avons courtisés, puis nous leur avons déclaré la guerre. A chaque époque, notre politique, soit qu'elle ait été inspirée par des sentiments d'amitié ou de haine, a été une politique d'exagération. Au commencement du siècle, quand lord Wellesley entama les premières négociations avec la cour persane, nous avions des idées exagérées sur le danger d'une invasion afghane dans l'Inde. Plus tard, nous regardions avec crainte les desseins des Français et leur établissement à Téhéran. En 1833-1837, de même qu'en 1856, nous avions encore une opinion exagérée sur le danger d'un mouvement persan sur Hérat, et nous nous embarquions dans la première guerre afghane, qui devait être marquée par tant d'horreurs. »

Toutefois, dans ces dernières années, le même auteur constate avec orgueil, que sous des ministres tels que sir A. Nicolson, sir H. Drummond-Wolff et sir Franck-Lascelles, l'influence de l'Angleterre à Téhéran n'a cessé de s'accroître et qu'elle atteint même un degré tel qu'il faut remonter jusqu'à Feth-Ali-Châh pour trouver une période aussi favorable. Voici maintenant quels conseils il donne pour les relations de l'Angleterre avec la Perse ; son procédé est très simple : il consiste à se servir, comme moyens d'action, des agents télégraphistes de la ligne indo-européenne, établie par les Anglais, en 1870.

Cette ligne traverse complètement le territoire persan du nord-ouest au sud-est. De place en place, de petits postes, semblables à des forteresses, renferment les piles chargées d'entretenir le courant. Ces postes sont occupés par les employés du télégraphe qui, n'ayant que fort peu de dépêches à transmettre, vivraient dans l'oisiveté presque

absolue, si leur instruction ne leur permettait de se livrer à des études pour lesquelles le calme et la solitude sont nécessaires, ou plutôt s'ils n'avaient d'autres fonctions très importantes à remplir. En établissant la grande ligne indo-européenne, les Anglais ne se doutaient certainement pas qu'ils donnaient ainsi à leur politique le plus puissant auxiliaire qu'elle ait jamais pu avoir dans ce pays.

Ces agents, qui sont les pionniers de la politique anglaise dans tout le sud de la Perse, ont une instruction suffisante pour renseigner exactement leur gouvernement sur ce qui se passe, et leur jugement est rarement en défaut; de plus, par leurs fonctions mêmes, ils sont appelés à se créer d'étroites relations avec les personnages qu'ils ont le plus d'intérêt à espionner.

« Les agents du télégraphe, dit sir G. Curzon, règlent les différends entre les indigènes, guérissent les malades et s'attirent ainsi de nombreuses sympathies. On devrait se servir davantage de ces agents, qui sont souvent les conseillers des princes et des gouverneurs, et les faire dépendre du ministre de la Grande-Bretagne à Téhéran. »

Cette proposition de rattacher les agents du télégraphe à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne est très ingénieuse, et son importance politique ne peut nous échapper. L'Angleterre a tout intérêt à se mettre en relation avec les foyers de propagande en Perse, surtout lorsque les moyens de communication sont aussi faciles.

Les missions protestantes anglaises, établies dans toutes les villes du sud de la Perse, complètent l'ensemble de cette œuvre de propagande. Leurs pasteurs fondent des écoles, où des centaines d'indigènes envoient leurs enfants. Ils forment ainsi, grâce aux subsides qu'on met à leur disposition, une génération de serviteurs entièrement dévoués à la Grande-Bretagne.

La plupart des gouvernements européens se sont servis de missionnaires, appartenant à la religion chrétienne, comme agents de propagation de leur influence nationale en pays étrangers. Ils ont tous constaté, en effet, que la religion est l'arme la plus sûre pour pénétrer dans ces pays et y obtenir, par une conquête pacifique, des avantages que la force ne pourrait pas toujours leur donner; mais, il est à remarquer que la France et l'Angleterre protègent, en Orient, leurs missionnaires de façons bien différentes.

La France n'envoie pas de missionnaires catholiques pour servir sa politique; elle les laisse partir d'eux-mêmes, et lorsqu'ils ont conquis

un certain ascendant sur les indigènes qu'ils se sont donné la mission de convertir, elle intervient pour les assister dans une certaine mesure, presque toujours inefficace. Au contraire, l'Angleterre se sert de ses pasteurs protestants comme de hardis pionniers qu'elle envoie à ses frais dans les pays sur lesquels elle veut exercer une influence politique. Elle les prodigue, de prime abord; ce sont des serviteurs d'autant plus précieux que leur caractère les rend inviolables et que l'Angleterre considérerait comme un *casus belli* et un excellent prétexte pour intervenir officiellement, le moindre outrage qui leur serait fait. — Il est certain que la France ne laisserait pas plus massacrer ses missionnaires, sans en demander satisfaction; mais, les subsides qu'elle leur octroie sont insuffisants, souvent même dérisoires, et ne peuvent, en aucun cas, leur permettre de faire une propagande aussi active et aussi puissante que celle des missionnaires protestants au service de l'Angleterre.

Et pourtant, nous possédons encore des serviteurs tout devoués, surtout parmi les Arméniens du rite catholique. Dans notre voyage en Perse, nous avons eu l'occasion de nous entretenir longuement avec l'un d'eux (notre hôte), dans la ville de Djoulfa; le père Pascal qui vit, dans cette localité, depuis 30 ans, a su s'entourer des sympathies non seulement de la colonie européenne, mais encore de celles de tous les habitants. Les musulmans eux-mêmes viennent le trouver pour régler leurs différends, et cet excellent Père a conquis, auprès de Zell-ès-Sultan, les faveurs d'un ami fidèle et d'un conseiller intime. Mais, *l'école catholique française dirigée par le P. Pascal* ne peut pas lutter avec l'école protestante anglaise du pasteur Bruce qui reçoit de son gouvernement non seulement des encouragements moraux, mais aussi de fréquents envois d'argent.

La conséquence fatale d'un tel état de choses est d'attirer sur les bancs de l'école anglaise plus d'élèves que sur ceux de l'école française, et de décourager un excellent apôtre de la France qui pourrait, sans doute, s'il était mieux secondé, rendre de réels services dans un pays où nous avons encore de nombreuses sympathies et à l'égard duquel nous avons peut-être tort de nous montrer trop indifférents.

LE CHAH ENTRE L'ENCLUME ET LE MARTEAU

Aussi bien au nord qu'au sud, à l'ouest qu'à l'est, la Perse se trouve environnée d'ennemis. Les Afghans sont les adversaires mortels des

Persans; aujourd'hui encore, des querelles quotidiennes ne cessent de s'élever entre eux au sujet de la délimitation exacte de leurs frontières. S'ils ne sont pas continuellement en guerre, c'est qu'il ne leur est plus possible de se mettre en campagne depuis que les Anglais et les Russes ont mêlé leur politique à la leur. En créant une sorte de protectorat sur l'Afghanistan, l'Angleterre a donné à la Perse un ennemi plus redoutable peut-être que celui avec lequel elle était en guerre depuis des siècles.

La présence des Anglais, en Afghanistan, est pour la Perse la continuelle menace d'un conflit anglo-russe qui ne pourra que lui être fatal. C'est, en effet, par l'Afghanistan que les troupes russes chercheront à pénétrer dans l'Inde, et c'est très probablement par la conquête du Khorassan que commenceront les opérations militaires.

Du côté du Bélouchistan, la Perse n'a pas grand'chose à craindre; c'est un pays brûlant, très peu accessible, où ne vivent pour ainsi dire que des tribus nomades.

Du côté de l'occident, la Turquie est la voisine immédiate de la Perse; et là encore, ce ne sont que rivalités incessantes et inimitiés mortelles. Si, depuis le traité d'Erzeroum signé en 1847, une paix factice règne entre le châh et le sultan, il n'en est pas moins vrai que des contestations journalières s'élèvent entre eux au sujet de leur juridiction divisée sur les peuplades de la frontière. En 1880 les Kurdes, en particulier, faillirent amener de sérieuses complications entre la Perse et la Turquie. Cette peuplade rêva d'indépendance; jusque-là elle s'était contentée de se dire, suivant ses intérêts, turque ou persane. mais à cette époque, poussée par le cheick Obeïd-Oullah, elle pénétra à main armée sur le territoire persan. Obeïd-Oullah battit les troupes persanes en plusieurs rencontres et se serait certainement emparé de Tauris, s'il n'avait redouté le contact de troupes russes mandées par le châh au tsar. Au lieu de précipiter les opérations et de devancer les Russes, il prit la fuite.

En 1889, la Perse devient plus que jamais le théâtre des rivalités de la Russie et de l'Angleterre qui poursuivent, chacune de leur côté, leur politique d'intérêt personnel. La France, dont le nom est en faveur auprès du châh, a désormais acquis une réputation de désintéressement qui la fait choisir par le gouvernement pour jouer le rôle d'arbitre et de médiateur dans les différends survenus entre l'Angleterre et la Russie.

Elle est appelée, pour la première fois, à jouer ce rôle pacificateur, au sujet de la concession de la navigation du Karoun, accordée aux Anglais. C'aurait été pour calmer les exigences de la Russie, qui réclamait pour elle des avantages équivalents, qu'un traité secret aurait été signé, si l'on en croit Curzon, entre elle et la Perse, à l'instigation de la France.

Ce traité donnait, paraît-il, à la Russie :

1° La libre navigation du lac d'Enzeli et des cours d'eau qui se jettent dans la mer Caspienne (le Séfid-Rud (1) est le seul qui pourrait être rendu navigable à la condition d'y maintenir des bateaux plats);

2° La permission de construire des quais et des dépôts;

3° La permission de construire une route carrossable de Pir-i-Bazar à Téhéran;

4° La permission de construire une route d'Askhabad à Koutchan;

5° *Le droit de s'opposer, pendant cinq ans d'abord, et dix ans ensuite, à l'établissement de lignes ferrées en Perse.*

Les 4e et 5e clauses de ce traité sont aujourd'hui des faits accomplis : la route d'Askhabad à Koutchan est ouverte, et la Russie n'a accordé son consentement à aucun des projets de chemin de fer qui lui ont été soumis pour la Perse (2). Il est vrai de dire que ce *veto* de la Russie n'est jamais prononcé directement, mais par l'entremise du châh qui n'est plus, à l'heure présente, que le vice-roi d'une province russe et l'humble vassal des souveraines volontés du tsar.

Un essai, infructueux du reste, fut tenté par l'Angleterre, vers la fin de l'année 1889, pour établir, malgré la défense de la Russie, un réseau de routes et de voies ferrées en Perse. Cette ligne, dont le point de départ aurait été Trébizonde, se serait dirigée par Erzeroum et Tauris sur Téhéran; et son importance au point de vue stratégique eût été considérable. Les Anglais auraient ainsi eu le moyen de faire échec aux Russes du côté de l'Azerbeïdjan et de s'opposer à un envahissement du nord de la Perse.

Le sultan, sur le territoire duquel devait passer une partie de cette nouvelle ligne, donna, bien entendu, son consentement; mais, le châh.

(1) Le fleuve Blanc.

(2) La seule exception à cette clause du traité a été en faveur d'une ligne que sollicitait M. Boital, de Téhéran à Feschend, à 80 kilomètres de la capitale, pour faciliter le transport des charbons provenant de l'exploitation des mines qu'il possède dans cette contrée. Cette autorisation des Russes avait été donnée surtout par cette considération, que M. Boital était Français.

que les ingénieurs français, chargés du levé de plans, attendaient à Tauris au moment où il revenait de son voyage en Europe, refusa catégoriquement d'apposer sa signature au bas du projet de concession qu'on lui présentait. En agissant contre les ordres du tsar, il craignait de s'attirer de pénibles démêlés avec la Russie.

Depuis l'affaire du Karoun, la politique de la Russie vis-à-vis de la Perse avait pris un caractère beaucoup plus autoritaire, et le ton du représentant du tsar à Téhéran était devenu presque dictatorial. La Russie voulait faire sentir au châh l'écrasante supériorité de sa force et le danger qu'il y aurait pour lui à ne pas se montrer l'humble esclave de ses désirs; elle commença même par augmenter le nombre de ses agents en Perse, et leur donna des pouvoirs plus étendus. La même année elle demanda au châh d'accorder l'*exequatur* au consul général qu'elle venait de nommer dans la ville de Méched.

Pour demander l'*exequatur* de son représentant, la Russie invoquait l'article 7 du traité d'Akhal-Khorassan, qui l'autorisait à placer des agents russes aux postes frontières, afin de surveiller les agissements des Turcomans. C'était un prétexte bien peu sérieux, car Méched ne se trouve nullement sur la frontière et ne peut être considérée comme visée par l'art. 7 du traité d'Akhal-Khorassan.

La Russie obtint cependant satisfaction, non sans avoir essuyé d'abord du châh un premier refus, qui souleva dans toute la presse russe un véritable cri d'indignation. On pouvait lire dans le *Novoïe Wremya :* « Ce refus est sans précédent dans l'histoire diplomatique russe; il est d'autant plus injurieux qu'il vient de Perse, un pays avec une armée de va-nu-pieds, une population à demi composée de mendiants et d'institutions politiques croulantes. »

D'ailleurs, le châh ne gagna rien à ce refus, qui lui avait été suggéré par la faction anglaise, assez nombreuse à Téhéran. Mais alors ce ne fut plus seulement l'installation d'un consul européen dans la ville de Méched, qu'il dut accepter, il se vit obligé d'en supporter deux ; car, l'Angleterre, s'appuyant sur ce précédent, ne tarda pas à réclamer pour elle la même faveur, qu'il devenait bien difficile de lui refuser.

Les Anglais obtinrent, à ce sujet, une petite satisfaction d'amour-propre dont ils tirèrent beaucoup de vanité. La Russie avait désigné le consul de Rescht, M. Vlassof, pour occuper le nouveau poste créé à Méched. De son côté, l'Angleterre avait appelé le général Maclean aux

mêmes fonctions ; mais, M. Vlassof, étant arrivé à Méched après le consul anglais, il dut lui reconnaître le titre de *doyen du corps diplomatique*. Cette satisfaction n'eut pour les Anglais qu'une durée éphémère, parce que M. Vlassof, prenant rapidement le dessus, devint bientôt le véritable gouverneur de la ville ; de sorte que l'influence qu'il s'est acquise sur les habitants, le rend, sinon par le titre, du moins par le pouvoir, bien supérieur au doyen anglais.

Il est évident que, en présence des exigences continuelles de la Russie et de l'Angleterre, ainsi que des ambitions toujours croissantes de ces redoutables rivales, la volonté du châh de Perse n'est plus qu'un vain mot. Le drapeau russe qui flotte fièrement sur le palais du consul général de Russie à Méched montre d'une façon frappante à quel degré de russification est parvenue la province du Khorassan. Le flot russe monte sans cesse ; les frontières de 1881 n'ont été qu'un faible obstacle à sa marche. Déjà, il déborde, et les frontières persanes, cédant bientôt à la poussée contre laquelle elles ne peuvent plus résister, se briseront pour le laisser s'épandre plus librement. Si l'on examine la situation de la Russie au Turkestan, on voit qu'elle a bien changé de caractère, dans ces dernières années.

Le 29 mars 1890, un décret officiel, promulgué à Saint-Pétersbourg, créait une administration distincte pour le gouvernement de la Transcaspienne. Les quatre khans de Merv se voyaient dépouillés de toute autorité sur leurs compatriotes, moyennant une certaine pension, et leurs places étaient prises par des fonctionnaires russes. L'assimilation du Turkestan à la Russie était complète et les soldats du tsar pouvaient marcher vers de nouvelles conquêtes.

Les khanats de Khiva et de Bokhara ne sont encore, il est vrai, que tributaires de l'empire ; mais, l'étroite surveillance exercée sur eux, la présence de nombreux officiers russes dans ces districts et le passage du chemin de fer transcaspien permettent de considérer le Turkestan comme définitivement acquis à la Russie.

La nomination du général Kuropatkine, en qualité de gouverneur général de la Transcaspienne, est une démonstration bien significative des intentions belliqueuses de la politique russe. Le successeur du général Komaroff est d'un caractère diamétralement opposé à celui de son prédécesseur. Au lieu d'un naturaliste sage et paisible, on est en présence d'un officier belliqueux, l'*alter ego* de Skobeleff. Ce n'est pas

sans intentions que ce changement a été opéré, et le cabinet de Saint-Pétersbourg, en choisissant le général Kuropatkine comme gouverneur général de la Transcaspienne, a voulu personnifier le caractère exact de sa nouvelle politique.

Né en 1848, le général Kuropatkine a eu une carrière des plus brillantes. Stratégiste remarquable, Kuropatkine est l'auteur du fameux *memorandum secret* sur l'invasion de l'Inde par les troupes russes, de sorte que sa nomination en Transcaspienne ressemble fort à un défi à l'adresse de la Grande-Bretagne. En 1891, le général Kuropatkine a commencé une nouvelle série de réformes; il a donné à son gouvernement une direction toute militaire et il a expulsé tous les étrangers sans exception. Cette mesure visait tout particulièrement les Anglais qui ne venaient en Transcaspienne que pour l'espionner.

En 1885, au moment où un conflit anglo-russe paraissait sur le point d'éclater, la guerre aurait trouvé la Russie moins bien préparée que l'Angleterre; aujourd'hui, il n'en est plus ainsi : La Russie, dont l'humeur est devenue conquérante, se trouve à même d'entrer en campagne dans de bien meilleures conditions que l'Angleterre.

En présence de ces faits, un conflit anglo-russe en Asie nous paraît, dans un avenir assez rapproché, absolument inévitable. Il nous reste maintenant à rechercher de quelle façon la guerre peut éclater, à prévoir les événements susceptibles de mettre le feu aux poudres et enfin les conséquences probables que cette conflagration entraînera pour la Perse, qui est menacée non seulement par les ennemis massés sur ses frontières, mais encore par des dissensions intérieures extrêmement redoutables.

L'HÉRITAGE DE NASR-ED-DINE ET LE DÉMEMBREMENT DE LA PERSE

La mort du châh actuel aura, en effet, pour conséquence inévitable d'amener une lutte acharnée entre deux de ses fils : le Vallyat, ou prince héritier, et Zell-ès-Sultan, gouverneur d'Ispahan. Seul, le Vallyat a des droits légitimes au trône, mais le prince Zell-ès-Sultan se croit en état d'usurper le pouvoir. Bien qu'il ne soit pas l'aîné, le Vallyat est néanmoins, d'après la constitution de l'empire, le successeur légitime du châh, car le trône est réservé uniquement à l'aîné des enfants issus de princesses Kadjares (1).

(1) On sait que c'est cette dynastie, dont Nasr-ed-Dine est le quatrième souverain, qui règne aujourd'hui sur la Perse.

Le prince Zell-ès-Sultan, qui ne réalise pas cette dernière condition, s'appuie néanmoins sur ses droits d'aîné; jaloux des avantages que l'avenir réserve à son frère, il est tout disposé à lui disputer cette couronne qu'il serait en droit d'espérer si la coutume bizarre qui règle la succession au trône impérial n'existait pas.

Très énergique, très ambitieux, le prince Zell-ès-Sultan a su rapidement conquérir dans l'empire une situation prépondérante. Mis par son père à la tête d'importantes provinces, il est devenu, en peu de temps, presque l'égal du châh. Établi actuellement dans l'ancienne capitale des rois, Zell-ès-Sultan possède une cour nombreuse et une armée bien disciplinée, équipée à l'européenne. On prétend même que ce prince a eu naguère l'ambitieuse pensée de détrôner son père et de s'emparer du pouvoir. Ce ne sont que des bruits, mais il n'en est pas moins vrai que le châh, effrayé de la puissance toujours croissante de son fils, lui a momentanément retiré, il y a quelques années, une partie de ses pouvoirs, bornant son gouvernement à la seule ville d'Ispahan. Mais, si le prince Zell-ès-Sultan n'a aucune intention hostile à l'égard du châh, on ne peut pas dire qu'il nourrit les mêmes sentiments pour son frère; on sait pertinemment qu'il s'opposera de toutes ses forces à l'avènement de ce dernier au trône et qu'il lui disputera la succession paternelle. On prétend même qu'il a fait graver en caractères coufiques sur la lame d'un sabre de parade : « C'est avec ce sabre que je trancherai la tête de mon frère ».

Le Vallyat ne ressemble nullement au prince Zell-ès-Sultan. A le voir, on ne croirait pas être en présence du futur *Roi des Rois*. La vie que mène ce prince n'est pas faite, du reste, pour lui donner la fierté et l'orgueil qui conviendraient à un digne successeur de Djemschid et de Khosroès. Enfermé, selon la coutume du pays, dans un palais qui ressemble plutôt à une forteresse, le Vallyat n'aura le droit de quitter la ville de Tauris, où il est relégué, qu'à la mort de son père. Aucune autorité, aucun commandement ne sont laissés au futur souverain, qui passe ses jours sous la tutelle et le contrôle incessants du gouverneur général de l'Azerbeïdjan, l'Émir Nezam.

S'il a tous les droits pour lui, le Vallyat n'est pas en mesure de les faire valoir ni respecter; une guerre ouverte avec son frère le trouverait, sans nul doute, dans une réelle position d'infériorité, s'il ne lui fallait compter que sur ses propres forces. Mais, un auxiliaire puissant

lui a déjà offert son concours, et se tient prêt à le seconder, au moment de l'action : c'est le tsar. Le voisinage de Tauris de la frontière russe nous explique suffisamment à quel mobile obéit la politique russe (1) ; elle a su, une fois de plus, se ménager un prétexte pour pénétrer sur le territoire persan.

De son côté, et dans sa zone d'influence, l'Angleterre a agi très habilement, en faisant au prince Zell-ès-Sultan les mêmes offres de services. Ces faits sont typiques et prouvent à quel point les influences russe et anglaise pèsent sur les destinées de la Perse.

Il est donc facile de prévoir, dans ce cas, quel sera l'avenir réservé à la Perse : L'armée du Vallyat, soutenue par la Russie, en viendra aux prises avec celle de Zell-ès-Sultan, soutenue par l'Angleterre. Le conflit se produira au cœur même de la Perse ; indépendamment des opérations militaires simultanées de la Russie et de l'Angleterre en Afghanistan. Après une lutte sanglante, qui ne donnerait, toutefois, ni à l'un ni à l'autre parti les avantages d'une suprématie indiscutable, il est bien probable que l'Angleterre et la Russie s'uniraient d'un commun accord pour donner une solution à la *Question persane*. Autant qu'il est possible de le prévoir, elles s'entendront sur la nécessité de maintenir un empire de Perse indépendant, mais bien morcelé : *un état tampon*, comme on est convenu de l'appeler aujourd'hui.

La Russie prendrait, sans doute, pour elle l'Azerbeïdjan, le Ghilan, le Mazandéran et le Khorassan. L'Angleterre transformerait sa zone d'influence dans le sud en une vice-royauté dépendant de l'empire indo-britannique.

La Perse serait donc réduite à un territoire plus ou moins étendu, séparant les possessions de la Russie de celles de l'Angleterre. Le nouvel empire s'étendrait du Kurdistan au Séïstan ; son ancienne capitale, Téhéran, lui serait peut-être laissée avec quelques villes d'une importance secondaire, telles que : Khoum, Kaschan, Casbine et Zendjan. Le Vallyat en serait le souverain tout indiqué ; quant au prince Zell-ès-Sultan, l'Angleterre le placerait peut-être à la tête de l'adminis-

---

(1) Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'un traité secret eût été conclu entre le tsar et le Vallyat. Un fait semblable s'est passé, à deux reprises différentes, au commencement de ce siècle, en Afghanistan, où Doust-Mohammed et Chir-Ali furent dépossédés par les Anglais, à cause de leurs intelligences secrètes avec le gouvernement du tsar.

tration des provinces du sud. Ainsi réduite, il est à présumer que la Perse subsistera encore longtemps et que, même en admettant l'éventualité d'une invasion russe du côté des Indes, l'intégralité de ce nouvel empire persan sera conservée.

LA ROUTE D'INVASION DES INDES

Il existe encore d'autres causes capables de provoquer un conflit anglo-russe et d'entraîner des conséquences fâcheuses pour la Perse. La Russie peut provoquer immédiatement la guerre en mettant à exécution certains projets relatifs à l'extension de son chemin de fer transcaspien et, en particulier, en construisant un embranchement projeté vers l'Afghanistan, qui partirait de Douchak et aboutirait à Hérat, en passant par Saraks, Tedjend et la passe de Zulfikar (1).

La construction de cet embranchement serait certainement considérée par la Grande-Bretagne comme une déclaration de guerre; la réciproque existerait aussi pour elle si elle s'avisait, ainsi que le conseille sir G. Curzon, de construire une voie ferrée partant du Séïstan pour aboutir à Kandahar.

Un conflit anglo-russe en Afghanistan entraînerait, en même temps, l'invasion du Khorassan par la Russie et celle du Séïstan par l'Angleterre; les destinées de la Perse et de l'Afghanistan sont donc pour ainsi dire solidaires.

Dans tous les écrits anglais, on suppose que le danger de l'invasion russe doit venir du côté de Kandahar, de sorte que la Russie, maîtresse d'abord du Khorassan et d'Hérat, s'avancerait par Sefsar et Ferrah sur Kandahar, d'où elle ferait ensuite irruption dans l'empire indo-britannique.

Les Anglais ont toujours eu une folle terreur de voir la Russie s'emparer d'Hérat, et leur politique a eu sans cesse pour objet de surveiller cette place d'une façon toute particulière. Sir G. Curzon s'indigne de ce que Lord Beaconsfield ait eu la pensée de rendre cette ville aux Persans : « Lord Beaconsfield, après la guerre de 1878, commit l'inexplicable erreur de proposer de rendre Hérat aux Persans, ne suivant point en cela la politique anglaise dans le Centre-Asie, et oubliant

(1) Cette passe, restée afghane, se trouve sur la frontière russo-afghane, à 100 kilomètres seulement d'Hérat.

qu'en rendant Hérat au châh, il livrait au tsar la clef de l'Inde ». Le plan de Lord Beaconsfield de rendre Hérat aux Persans est exposé par Sir H. Rawlinson, dans la *Ninetienth Century*, de février 1880, et par le général Grodekoff, dans la *Guerre de Turcomanie*. D'après eux, Hérat devait être rendu aux Persans et un résident anglais y aurait été établi; des officiers anglais auraient instruit la garnison persane. Aucun étranger n'y aurait été admis, et l'Angleterre aurait eu le droit d'y introduire des troupes, si un danger avait menacé la domination persane. C'était, comme on le voit, une tentative bien anglaise, pour s'approprier une des clefs de l'Inde.

Les craintes de la Grande-Bretagne sont fort légitimes, mais elle est complètement dans l'erreur en s'imaginant que tous les efforts de la Russie tendent à s'ouvrir un débouché sur le golfe Persique, pour y créer une marine redoutable, capable de lutter contre sa flotte et de s'avancer par mer à la conquête des Indes. Cependant, les Anglais affirment qu'un traité aurait été conclu, ou sur le point d'être conclu, entre la Russie et la Perse, à l'époque du *Kuropatkine memorandum*. Suivant les clauses de ce prétendu traité, le port de Bender-Abbas serait cédé au tsar, ainsi que celui de Chahbar, sur la côte du Belouchistan persan, pour servir de tête de ligne à un embranchement se rattachant au transcaspien (1), dès qu'une colonne russe aurait pénétré dans le Khorassan.

A ce propos, sir G. Curzon s'écrie : « Non seulement les Persans, mais encore les Anglais, sont en droit de protester contre une prétention semblable, car c'est une condition nécessaire du *pax Britannica* que les Russes n'aient pas d'issues sur les mers du sud, dont l'Angleterre fait si bien le contrôle. C'est un devoir pour la Grande-Bretagne de s'opposer aux cupidités territoriales d'une nation qui veut s'étendre d'un pôle à l'autre ». A coup sûr, le véritable plan d'invasion des Russes dans l'Inde n'est nullement celui que l'Angleterre feint de redouter. Jamais les Russes n'iront s'aventurer dans les terres brûlantes du Bélouchistan pour se créer un débouché sur le golfe Persique ou la mer des Indes; et, si la chose leur paraît désirable dans l'avenir, elle n'entre pas, pour le moment, dans leur plan de campagne.

Il est certain que les Anglais cherchent à attirer l'attention de la

(1) *Persia and the persan question*, vol. II, page 603.

Russie bien loin du véritable centre d'opérations. Il importe peu à cette redoutable puissance continentale de posséder un port sur la mer des Indes ou le golfe Persique, puisqu'elle ne pourrait s'y maintenir.

Peut-on admettre que la Russie, pour lutter contre la *Reine des mers*, ait l'intention (ou même l'idée) d'envoyer ses quelques cuirassés de Cronstadt pour leur faire traverser la Baltique, le Sund, la Manche, le détroit de Gibraltar, la mer Rouge, ou doubler le cap de Bonne-Espérance, dans le but de protéger sa marine marchande jusque dans le port de Chahbar, qui serait détruit, avant qu'elle n'ait eu le temps d'arriver à son secours ?

Ce serait s'exposer à un désastre certain; ce serait aussi faire injure à la haute intelligence du tsar que de le supposer capable de tomber dans un piège aussi grossier. Il est impossible de se laisser abuser; deux raisons péremptoires prouvent l'inanité de pareilles insinuations :

1° La Russie n'est qu'une puissance continentale;

2° L'Angleterre n'est, au contraire, qu'une puissance maritime.

D'autre part, il serait absurde d'admettre que le cabinet russe soit assez léger pour laisser perdre les avantages que le chemin de fer transcaspien lui assure, et abandonner le fruit des négociations qu'il a si patiemment et si habilement menées depuis quelques années.

La voie par laquelle la Russie compte pénétrer dans les Indes est tout indiquée : *c'est la voie continentale que les invasions asiatiques ont suivie pendant des siècles.*

Les Russes ne tiennent pas aux lauriers d'une victoire navale; ils se serviront tout naturellement de leur chemin de fer transcaspien : ne leur permet-il pas, en effet, de concentrer à Merv et d'envoyer de là les troupes nécessaires pour s'emparer d'Hérat, dès le début des hostilités, et d'envahir ensuite tout le Khorassan, sans rencontrer sur leur route une résistance sérieuse (1).

Maîtres de Hérat, les Russes s'avanceront sur Sefsar où ils prendront probablement contact avec les forces anglaises; c'est le bruit qui court déjà en Afghanistan, s'il est permis d'accorder quelque crédit aux *prophètes* de ce pays.

Si, dans cette rencontre, les Russes obtiennent la victoire, ils se

(1) Le Khorassan, qui doit former une des bases de ravitaillement, leur sera très probablement cédé par le châh, à condition, bien entendu, que le conflit n'ait pas pour origine des différends avec la Perse.

dirigeront vraisemblablement vers les places de Ferrah et de Lach, dont ils feront le siège. Après la défaite des troupes anglaises dans le Séïstan, ils auront encore à s'emparer du village de Girisek, qui commande le passage de l'Helmound; puis, ils se trouveront en face de Kandahar (1), où se livrera, sans doute, un combat sanglant. A cette heure suprême, les Anglais ne pourront plus tenter de faire une diversion et d'attirer les Russes sur une fausse piste; ils seront obligés de concentrer toutes leurs forces de terre sur un seul point, tandis que leur flotte impuissante assistera à la lutte, paralysée dans les ports de l'Hindoustan et dans l'impossibilité de prendre part à l'action d'une manière efficace. Repoussés dans la vallée de l'Heri-roud, ils se retireront vers Caboul, vivement pressés par les Russes, qui seront peut-être arrêtés, quelques instants, par les citadelles de Gazni (2) et de Bala-Hissar, dont la défense sera désespérée.

L'issue du siège de Caboul décidera du sort de l'empire indo-britannique; de ce point, la Russie peut, en effet, rassembler des forces suffisantes pour s'emparer de tous les forts anglais qui défendent la vallée de Caboul et du Séfid-Koh, pénétrer dans la passe de Kayber (ou Kharybah) et forcer, au besoin, les autres brèches qui donnent accès dans la trouée de Peschawer.

Nous arrivons ici au dénouement de la question persane :

Lorsque l'Angleterre et la Russie n'auront plus rien à se partager, plus rien à dévorer, elles se trouveront face à face, le cœur rongé de vieilles rancunes qu'elles seront impatientes de laver dans le sang. Ce sera un duel à mort dont l'empire des Indes sera le prix.

Il nous est impossible de prévoir les conséquences de cette lutte acharnée et gigantesque. Ne nous réservera-t-elle pas, en effet, bien des surprises? Car que d'événements peuvent déjouer d'ici là les conjectures les plus habiles? Un mouvement de réaction religieuse contre l'invasion européenne s'est déjà produit en Perse et il se pourrait qu'il prît, comme au Japon, des proportions telles qu'il écarte pour de longues années encore les tentatives hostiles de la Russie et de l'Angleterre.

---

(1) A Tchaman, qui est à trois jours de marche seulement de Kandahar, les Anglais ont un poste fortifié. Il est toujours occupé par des soldats de l'empire indo-britannique.

(2) Gazni (ou Ghasni) fut, au XIe siècle, la capitale d'un empire qui s'étendait des plaines de Delhi aux sables de la mer Noire. Elle est bâtie à 2.356 mètres d'altitude.

Ce mouvement s'est accentué récemment au sujet de la concession, accordée par le châh, du monopole des tabacs à une compagnie anglaise. Cette affaire n'a été que la manifestation, prévue d'ailleurs, de ce courant d'opinions nationalistes dont la responsabilité remonte à l'incurie des représentants de cette administration. Suivant en cela la méthode anglaise, ils en étaient arrivés à se croire en pays conquis, et à commettre des actes de violences et de brutalités vis-à-vis des marchands détenteurs des tabacs.

Dès lors, le peuple irrité, se mit à parcourir les rues à la suite de quelques mollahs fanatiques, demandant qu'on renvoyât les Européens. Une bande se rua sur le palais du châh, et une bousculade s'étant produite, son fils, le Naïb-ùs-Saltanèh, ministre de la Guerre, fut renversé; une décharge eut lieu, qui tua quelques hommes dont un saïed qui se faisait remarquer par son ardeur sauvage à pousser la populace au massacre des Européens. — Dans cette circonstance, la vie du châh aurait même été menacée et la garde du palais dut être doublée. Cette propagande anti-européenne a eu, en province surtout, un immense retentissement. Les musulmans sont, en effet, absolument hostiles à la civilisation européenne qui ne leur a occasionné que des ennuis. Les usuriers sont ruinés par la Banque impériale, les propriétaires fonciers irrités par le contrôle inquisiteur de la Régie des tabacs, les privilèges des grands diminués par les représentants européens.

Mais, si l'Angleterre est enfin destinée à recueillir les fruits de sa politique sournoise, hypocrite et mensongère, qui a bouleversé tant de fois l'Europe, si l'épouvantable tempête qu'elle aura soulevée peut, au milieu des sourds grondements du canon et des fulgurants éclairs de la poudre, disperser ses forces éparses, de manière à permettre aux Russes de les écraser complètement, elle se trouvera engloutie dans l'abîme qu'elle aura creusé elle-même sous ses pas.

Le tsar deviendra dès lors, le seul souverain maître des destinées de la Perse. Un *fonctionnaire russe* pourra, à son gré, être mis en possession de l'héritage des Djemschid et des Khosroès, et la russification complète de l'empire iranien ne sera plus qu'une question de temps, malgré les efforts désespérés de l'Angleterre, dont la résistance sera devenue illusoire.

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 14996-7-94. — (Encre Lorilleux).